

Réunion du Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, avec la société civile pendant les sessions de la Commission de la Condition Juridique et Social des Femmes, en mars.

Crédit: ONU Femmes/Ryan Brown



SECTION 4

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU NIVEAU INTERNATIONAL

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU NIVEAU INTERNATIONAL

L'année a été marquée par l'adoption de l'Accord d'Escazú, un traité contraignant en Amérique latine et dans les Caraïbes qui promet de protéger les droits des défenseurs des droits environnementaux et de permettre aux citoyens de participer à la prise de décisions concernant l'environnement. La société civile a été largement impliquée dans les négociations du traité et a joué un rôle déterminant pour s'assurer que le traité contienne des dispositions solides pour protéger les droits des défenseurs des droits humains. Le travail fondamental des défenseurs des droits humains a également reçu le plus haut niveau de reconnaissance internationale, avec l'attribution du prix Nobel de la paix 2018 à Denis Mukwege et Nadia Murad, qui travaillent tous deux à mettre fin aux violences sexuelles en temps de guerre.

La société civile s'est engagée dans de nombreux autres espaces mondiaux pour essayer de faire progresser les droits. Lors des réunions du G20 en Argentine et dans le cadre du processus d'élaboration d'un nouveau traité contraignant sur les sociétés transnationales et les droits de l'homme, la société civile a proposé des alternatives à l'ordre économique néolibéral mondialisé défaillant, préconisant des alternatives économiques plus équitables qui s'attaquent aux inégalités, respectent les droits et permettent d'agir sur le changement climatique. La société civile a continué de faire pression pour que l'Accord de Paris sur le changement climatique et les objectifs de développement durable (ODD) soient pleinement et correctement mis en œuvre, face à la négation du changement climatique au plus haut niveau et à une dégradation apparente de la vision inclusive et universelle de ces objectifs.

En cette année du 70^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'engagement de la société civile dans la construction

internationale des droits humains des Nations Unies (ONU) s'est poursuivi, notamment avec le Conseil des Droits Humains des Nations Unies qui a agi contre certaines violations majeures des droits humains – notamment au Myanmar, en Palestine, au Venezuela et au Yémen – tout en en taisant d'autres, comme en Chine, en Libye, en Arabie Saoudite et au Soudan. En comparaison, le Conseil de sécurité de l'ONU est resté pour ainsi dire dans l'impasse, déchiré entre les intérêts contradictoires et les alliances de ses cinq puissants membres permanents (G5), et a une fois de plus gravement déçu, en particulier le peuple syrien.

L'élection au Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) d'une liste d'États qui bafouent les droits humains – dont Bahreïn, l'Érythrée et l'Inde – a mis en lumière certains des défis auxquels la société civile fait face lorsqu'elle s'engage avec le système international. Les gouvernements régressifs affaiblissent le système international de trois manières principales : en prenant des responsabilités dans des organisations clés et en les étouffant de l'intérieur, comme cela menace d'être le cas avec l'UNHCR ; en se retirant – comme les États-Unis l'ont fait dans une multitude d'organisations, et comme les Philippines le font à la Cour pénale internationale (CPI), des mesures qui visent souvent à éviter une responsabilité internationale pour violations des droits humains ; et en suivant une démarche unilatérale et bilatérale qui mine les accords et méthodes de travail multilatéraux, comme en témoigne la guerre commerciale de plus en plus tendue entre la Chine et les États-Unis. Tous ces facteurs, ainsi que le fait que le secteur privé est de plus en plus privilégié en tant que partenaire, en particulier dans la mise en œuvre des ODD, ont pour effet de dégrader la capacité de la société civile à participer, à défendre et à demander des comptes aux États et aux autres forces en puissance au niveau international.

Ces tendances à l'affaiblissement du système international s'accroissent avec la montée du populisme de droite et du nationalisme politique et économique qui l'accompagne, particulièrement dans une partie des États membres de l'Union européenne (UE) – remettant en cause les valeurs fondamentales de l'UE – mais aussi ailleurs, notamment au Brésil. En conséquence, les États tournent le dos au multilatéralisme, affirmant des notions étroites de souveraineté nationale – ce qui signifie souvent la souveraineté présidentielle, par opposition à des concepts larges et démocratiques de souveraineté – et renforçant les murs et les frontières. Le danger vient du fait que tout semble devoir être négocié en permanence, y compris les normes établies de longue date en matière de droits de l'homme qui étaient autrefois considérées comme inviolables.

Ces tensions se sont manifestées lors de l'élaboration par l'ONU de deux nouveaux pactes mondiaux – sur les migrations et les réfugiés – le Pacte sur les migrations ayant notamment été rejeté par plus de dix États au motif qu'il était incompatible avec leurs régimes migratoires rigoureux et leur souveraineté nationale.

En 2018, le système international qui a évolué au cours des dernières 70 années a souvent été taxé de défaillant et inadéquat par des États, des politiciens populistes et leurs partisans. La réaction de nombreux membres de la société civile progressiste et axée sur les droits a naturellement été de se précipiter pour défendre un système, aussi imparfait soit-il, qui diffuse les normes internationales des droits humains et offre un espace à la société civile victime de répression interne, afin de demander des comptes et bâtir la solidarité internationale. Mais le moment est certainement venu de participer à un débat sur le type d'institutions internationales démocratiques, responsables et axées sur les citoyens que la société civile souhaite voir et de travailler à l'échelle internationale pour offrir une forme démocratique de multilatéralisme comme alternative viable aux intérêts nationaux étroits qui sont actuellement fortement revendiqués.

LES SOIXANTE-DIX ANS DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

2018 a marqué le **70ème anniversaire** de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et le **20ème anniversaire** de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme. La Déclaration universelle des droits de l'homme a été une avancée décisive pour l'humanité : dans



Célébrations du 70ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme à Rome, en Italie.

Credit: Franco Origlia/Getty Images

un monde déchiré par la Seconde Guerre mondiale, les États se sont unis pour accepter de reconnaître les droits humains fondamentaux comme notre droit naturel commun et s'engager à ne plus autoriser les effroyables violations des droits humains qui ont marqué cette guerre.

Ces anniversaires sont intervenus à un moment où les violations des droits de l'homme, commises par des États et des groupes non étatiques, y compris des forces criminelles, des entreprises et des groupes anti-droits, se sont généralisées. Et elles ont été accompagnées par un discours visiblement en augmentation, de la part des dirigeants des États qui répriment les droits de la personne, qui rejettent la notion d'universalité des droits de la personne, et la structure et les normes internationales des droits humains qui ont été élaborées au cours des 70 dernières années. Selon notre **analyse de CIVICUS Monitor**, les droits humains fondamentaux qui permettent à la société civile d'exister et d'agir – les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression – sont gravement attaquées dans 111 pays, plus de la moitié des États membres des Nations Unies et seulement quatre pour cent de la population mondiale vit dans des pays où ces droits sont régulièrement respectés. **Front Line Defenders** rapporte qu'en 2018, au moins 321 défenseurs des droits humains ont été tués pour leur travail, tandis que **Reporters sans frontières** affirme qu'au moins 83 journalistes, journalistes citoyens et travailleurs des médias ont été tués en 2018 en conséquence directe de leur travail.

Au cours de l'année des anniversaires historiques des deux déclarations, la société civile a travaillé à la fois pour reconnaître et célébrer les réalisations – y compris le développement de la construction institutionnelle des droits humains, par la diffusion des normes essentielles et la création de toute une série d'institutions, fondations et organisations de la société civile (OSC) qui soutiennent et s'engagent auprès des défenseurs des droits humains – et pour souligner les énormes écarts actuels entre les accords et les normes, d'une part, et les pratiques restrictives, d'autre part. La société civile a continué d'exercer des pressions sur les gouvernements, les entreprises et les institutions multilatérales pour qu'ils reconnaissent le travail des défenseurs

des droits humains et leur garantissent un environnement propice à la réalisation de leurs activités légitimes sans crainte ni intimidation. Parmi ces efforts, CIVICUS a mené une **campagne mondiale** soulignant les menaces croissantes auxquelles sont confrontés les défenseurs des droits humains et faisant des recommandations aux organismes internationaux de défense des droits humains, approuvées par plus de 900 OSC dans le monde.

En octobre, huit OSC internationales se sont réunies pour organiser le **Sommet Mondial des Défenseurs des Droits Humains 2018**. Convoqué à Paris, en France, l'événement faisait écho au Sommet des Défenseurs des Droits Humains de 1998, qui s'est également tenu à Paris lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration sur les Défenseurs des Droits Humains.

Vingt ans après la déclaration marquante de 1998, nous avons demandé au Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits humains, **Michel Forst**, de réfléchir aux principaux défis et réponses, et au rôle des OSC sous son mandat : ¹

Les défenseurs des droits humains du monde entier sont confrontés à de multiples défis, mais si je devais en choisir trois, je dirais :

Premièrement, il y a actuellement une réaction hostile générale contre l'idée des droits de l'homme dans le monde et les pays tournent de plus en plus le dos à la justice et à la solidarité. Les défenseurs des droits humains ne sont pas valorisés. Leur travail et leur rôle ne sont pas reconnus, même si ce sont eux qui font progresser la démocratie et l'État de droit. Je vois dans un nombre croissant de pays des campagnes de diffamation et de dénigrement du travail des défenseurs des droits humains.

¹ Toutes les interviews citées dans ce rapport sont des extraits. Les versions complètes des interviews peuvent être consultées sur notre site Web à l'adresse <https://www.civicus.org/index.php/media-center/news/interviews>.

Deuxièmement, depuis l'adoption en 1998 de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme, le terme «défenseur des droits de l'homme» est de plus en plus utilisé, mais trop de gens ne le comprennent toujours pas ou le considèrent comme quelque chose de négatif, tandis que de nombreux défenseurs ne s'identifient pas comme tel.

Troisièmement, les auteurs d'attaques sont souvent des acteurs non étatiques qui ne parlent pas nécessairement le «langage des droits humains» ou sur lesquels les États n'ont pas beaucoup de pouvoir ou de volonté d'agir. Dans ce contexte, les défenseurs des droits humains sont de plus en plus souvent attaqués.

En réponse, nous menons une campagne principalement en ligne, #TogetherWeDefend, qui cherche à changer le discours sur les défenseurs des droits humains. Nous voulons montrer que le travail accompli par les défenseurs des droits humains est positif. Ils se battent pour que les droits de l'homme soient une réalité pour nous tous!

Nous voulons aussi montrer que ce sont des gens ordinaires qui font des choses extraordinaires et expliquer que tout le monde peut être un défenseur.

Les défenseurs des droits de l'homme sont identifiés dans la Déclaration des Nations Unies comme toute personne qui promeut et protège les droits de l'homme. Cela signifie que vous défendez peut-être déjà les droits de l'homme en signant une pétition, en écrivant un article, en élevant la voix quand vous êtes témoin d'une injustice, en participant à une manifestation, en menant une action de solidarité, etc. En résumé, les droits de l'homme sont l'idée que chacun, peu importe son identité, son origine, ses croyances, ses préférences et son apparence, a des droits et devrait être traité avec respect et dignité. Dès que vous défendez cela, vous devenez un défenseur des droits de l'homme. Il n'est pas nécessaire d'avoir une

longue expérience derrière soi, de faire partie d'une organisation ou d'en faire son métier, c'est votre action qui vous définit en tant que défenseur.

Les OSC ont été fondamentales dans le cadre de mon mandat. Nous avons essayé conjointement d'organiser des consultations dans plusieurs pays pour écouter les défenseurs des droits de l'homme et comprendre leurs besoins afin de soutenir leur travail de la meilleure manière possible. Les OSC sont également un élément clé de mon mandat lorsqu'elles m'invitent dans des pays où je ne suis pas officiellement invité. Cela me donne l'occasion de rencontrer des défenseurs qui ne voyagent pas ou ne peuvent pas voyager à l'étranger, ce qui contribue également à accroître le niveau d'engagement des OSC auprès de l'ONU.

S'ENGAGER AVEC LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU : SUCCÈS ET DÉFIS

Parmi les mécanismes de construction internationale des droits de l'homme qui se sont développés, le UNHCR demeure une institution clé pour la société civile, qui s'engage à ses côtés pour attirer l'attention sur les violations flagrantes des droits de l'homme et pour apporter ses **contributions** au mécanisme d'Examen Périodique Universel (EPU), un processus unique dans lequel chaque État membre des Nations Unies fait examiner tous les 4,5 ans, par ses pairs et la société civile, ses progrès en matière de droits humains.

Au **Vietnam**, un pays où les droits de l'homme – notamment la **liberté d'expression** – sont fortement réprimés et où de nombreux militants de la société civile sont en prison, le processus de l'EPU représente une rare

“
 LES REPRÉAILLES
 CONTRE LES
 MILITANTS DE LA
 SOCIÉTÉ CIVILE POUR
 LEUR INTERACTION
 AVEC LES
 MÉCANISMES DES
 DROITS DE L'HOMME
 DE L'ONU SONT UNE
 PRÉOCCUPATION
 CROISSANTE.
 ”

opportunité pour la société civile d'attirer l'attention internationale sur les défis quotidiens qu'elle rencontre. Avant l'examen de l'EPU 2019 au Vietnam, nous avons demandé à **Anna Nguyen** de **VOICE** d'identifier les opportunités et les limites de l'engagement dans le processus de l'EPU :

*La situation des droits de l'homme au Vietnam est catastrophique. Si les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression sont censées être protégées par la Constitution, elles ne sont pas respectées dans la pratique. En 2018, 88 défenseurs des droits humains ont été arrêtés et au moins 194 sont toujours en **prison** pour avoir exercé pacifiquement leurs droits civils et politiques. C'est un chiffre ahurissant qui montre bien que le gouvernement vietnamien fait tout ce qu'il peut pour étouffer la dissidence politique.*

Le processus de l'EPU est ouvert à tous les acteurs, et pas seulement aux États, c'est pourquoi c'est une grande opportunité pour la société civile, et en particulier les groupes de la société civile non enregistrés, de s'impliquer dans le processus en apportant une perspective différente de celle des gouvernements. Elle donne à la société civile l'occasion de mettre en lumière le bilan d'un État en matière de droits de l'homme, ainsi que de formuler des recommandations pour l'améliorer.

Mais si le gouvernement vietnamien a tenu des consultations nationales pendant le processus de l'EPU, il n'a pas inclus des groupes indépendants et non enregistrés tels que VOICE. Cela a été un défi, car nous n'avons pas eu un dialogue ouvert avec l'État.

De plus, les représailles sont un facteur important. Certains défenseurs des droits de l'homme qui ont été impliqués dans le processus de l'EPU ont rencontré des difficultés lors de leur retour au Vietnam, y compris la confiscation de leurs passeports, la surveillance continue et le harcèlement. Les représailles ne sont qu'une autre tactique utilisée par le gouvernement pour étouffer la croissance d'un mouvement de la société civile et la punir pour avoir élevé pacifiquement la voix au sujet de l'incapacité de l'État à respecter ses obligations en matière de droits humains.

En effet, les représailles contre les militants de la société civile pour leur interaction avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU sont une préoccupation croissante. Dans une mesure sans précédent en septembre, l'ONU a dressé la liste de 38 États qu'elle a décrits comme s'engageant dans la «pratique honteuse» de se livrer à des représailles et à l'intimidation des défenseurs des droits humains qui coopèrent avec elle, faisant cas des meurtres, actes de tortures ou arrestations ayant eu

lieu. La liste comprenait deux membres du Conseil de sécurité de l'ONU (G5) (*voir ci-dessous*) – la Chine et la Russie.

Malgré cette intimidation honteuse, Anna exprime les espoirs que la société civile vietnamienne continue de placer dans le système international des droits de l'homme :

Nous espérons que les États membres de l'ONU au sein du HCR écouteront la société civile et nos recommandations, et qu'un large éventail de préoccupations de la société civile en matière de droits humains, y compris les droits des femmes, des jeunes et des personnes LGBTQI, et les droits civils et politiques, feront l'objet de recommandations fermes – des recommandations qui sont spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et assorties de délais. Cela permettra aux groupes de la société civile et aux autres parties prenantes de contrôler facilement si le gouvernement vietnamien suit leur mise en œuvre.

Nous aimerions également que le gouvernement vietnamien dialogue davantage avec les groupes non enregistrés et indépendants, afin d'assurer une représentation équilibrée de la société civile dans les dialogues nationaux pour les futurs bilans. Cela renforcerait l'impact du processus de l'EPU et améliorerait l'intégrité du mécanisme.

Nous aimerions que la communauté internationale, y compris les organisations internationales de la société civile, maintienne la pression afin que le gouvernement vietnamien donne suite aux recommandations qu'il a reçues, et qu'il facilite un espace aux groupes de la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme afin de sensibiliser aux progrès ou à l'absence de progrès de l'Etat en matière de droits humains.

En 2018, même lorsque les circonstances n'étaient pas particulièrement favorables, un plaidoyer fort de la société civile a contribué à ce que l'UNHCR publie des résolutions sur les violations effroyables des droits humains en

cours en Palestine, au Myanmar, au Venezuela et au Yémen.

Dès la fin du mois de mars, des manifestants se sont mobilisés à Gaza, en Palestine, à la frontière avec Israël, pour appeler à un assouplissement du blocus israélien qui restreint la circulation des personnes et des biens. Ils ont été accueillis par une force meurtrière de la part de soldats israéliens qui ont tiré sur des civils, y compris des enfants et des personnes souffrant de handicaps visibles, ainsi que sur des journalistes portant des pièces d'identité clairement visibles. Les preuves se sont multipliées que les troupes israéliennes utilisaient des tireurs d'élite, des armes à grande vitesse et des balles réelles contre les manifestants de Gaza et déployaient des chars d'assaut. En avril, une vidéo montrant un tireur d'élite tirant sur un Palestinien désarmé qui s'approchait d'une clôture et recevant les encouragements de ses collègues s'est répandue sur les réseaux sociaux pour devenir un symbole de la répression.

Les institutions des droits de l'homme de l'ONU n'ont pas gardé le silence face à ces outrages. En avril, six experts des droits de l'homme de l'ONU ont condamné l'utilisation d'armes à feu et de balles réelles contre des manifestants non armés, et ont mis en garde à propos d'éventuelles enquêtes de la CPI. En mai, 95 OSC se sont réunies pour demander à l'UNHCR de lancer une commission d'enquête, et l'institution a répondu positivement, décidant le même mois de dépêcher une commission internationale indépendante pour enquêter sur les violations du droit international humanitaire et des droits humains. En octobre, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme sur le territoire palestinien occupé depuis 1967, Michael Lynk, a condamné le recours à la force meurtrière contre des manifestants qui n'offraient aucune menace crédible contre les soldats israéliens et le refus du gouvernement d'Israël d'écouter les critiques internationales.

En février 2019, l'enquête a révélé que les forces israéliennes avaient tué 189 personnes et tiré sur plus de 6 100 autres entre le 30 mars et la fin de 2018, une réaction nettement disproportionnée devant la violence

des manifestants, qui a consisté essentiellement en cocktails Molotov et pierres. L'enquête a indiqué qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que les soldats israéliens avaient pris pour cible des personnes qui ne représentaient aucune menace, et a fait ressortir que les violations des droits humains étaient si graves que cela pouvait constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Le gouvernement israélien a immédiatement rejeté le rapport en le qualifiant d'hostile et partial, mais sans l'intervention de l'UNHCR, les statistiques choquantes de la répression israélienne auraient pu ne pas être révélées.

En septembre, l'UNHCR a adopté une **résolution** appelant à la mise en place d'un mécanisme indépendant chargé de recueillir et d'analyser les preuves des graves violations des droits de l'homme commises à l'encontre du **peuple Rohingya du Myanmar** et d'autres minorités, afin de préparer des dossiers pour des poursuites devant les tribunaux nationaux, régionaux ou internationaux. La résolution prorogeait également le mandat de la mission d'enquête internationale indépendante jusqu'à ce que le nouveau mécanisme soit opérationnel et demandait au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de présenter un rapport écrit sur les causes profondes des violations des droits humains au Myanmar. Ces mesures ont donné un peu d'espoir au peuple Rohingya en proie à des conflits, qui s'est vu refuser la citoyenneté, nombre d'entre eux ayant été contraints à l'exil au **Bangladesh** et en **Inde** à cause d'une vague de violence génocidaire en 2017.

En septembre également, l'UNHCR a adopté sa toute première **résolution** sur le **Venezuela**, où une crise politique et économique a alimenté une crise humanitaire, avec des attaques généralisées et violentes contre les détracteurs du gouvernement, une pénurie des biens essentiels, comme les aliments et les médicaments, et une fuite des citoyens désemparés vers d'autres pays d'Amérique latine (*voir section 2*). La résolution exhorte le gouvernement vénézuélien à autoriser l'entrée de l'aide humanitaire dont le gouvernement vénézuélien prétend, contre toute attente, qu'il n'a pas besoin, et demande au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de

l'homme de présenter un rapport complet sur la situation au Venezuela à la session de juin 2019.

Lors de sa session de septembre, l'UNHCR a également adopté une **résolution** visant à renouveler pour une année supplémentaire le mandat du Groupe d'Eminents Experts Internationaux et Régionaux du Yémen, créé par consensus en 2017. Le groupe examine les violations des droits de l'homme dans le contexte de la **guerre** qui se poursuit au **Yémen** et qui, selon les **estimations**, aurait fait 60 000 morts depuis janvier 2016, chiffre qui ne tient pas compte des décès dus à la malnutrition et à la famine causées par la crise humanitaire et par la guerre : à la fin de l'année, l'ONU **a estimé** que près de 20 millions de personnes vivaient dans des conditions proches de la famine et 250 000 étaient affamées. Cette résolution a été adoptée à la suite des tentatives concertées des gouvernements de l'**Arabie Saoudite** et des **Émirats Arabes Unis** (EAU), deux combattants actifs dans la guerre, de mettre fin au mandat du Groupe.

Mais plusieurs résolutions – notamment sur la **Libye** et le **Soudan** – ont échoué, et plusieurs affaires très médiatisées comme l'assassinat du journaliste saoudien **Jamal Khashoggi** et la répression de la dissidence dans des pays comme **Bahreïn**, la **Chine**, l'**Égypte** et la **Turquie** (évoquées dans les autres chapitres du présent rapport) ont échappé à un examen approfondi pour des raisons politiques.

Le processus de l'EPU lui-même a semblé imparfait lorsque le tour est venu pour le puissant Etat chinois d'être évalué. Au cours de la phase préparatoire de l'EPU de la Chine, qui s'est tenue en novembre, plusieurs OSC ont présenté des observations sur le triste bilan de la Chine en matière de droits humains. Toutefois, un certain nombre d'OSC qui ont soumis des contributions, notamment **Demosisto** de Hong Kong, **le Centre Tibétain pour les Droits de l'Homme et la Démocratie**, **l'Organisation des Nations et des Peuples Non Représentés** et **le Projet Ouïghour pour les Droits de l'Homme**, ont constaté que leurs contributions avaient été **retirées** du document compilé présenté aux États membres des Nations Unies pour les

aider à rédiger des recommandations pour la Chine pendant son examen. Celles-ci ont été **rétablies** par la suite avec des excuses de l'ONU, mais de nombreux membres de la société civile demeuraient méfiants à l'égard du pouvoir chinois et de la possibilité d'une censure.

AFFAIBLIR LE SYSTÈME INTERNATIONAL : L'ÉBRANLER DE L'INTÉRIEUR

La composition du HCR met en évidence l'une des trois principales façons dont les gouvernements et les dirigeants politiques régressifs affaiblissent le système international, dont des exemples pourraient être observés en 2018 : ils affaiblissent les institutions en les sapant en tant que membres, en s'en retirant ou en menaçant de le faire, et en adoptant des méthodes de travail unilatérales ou bilatérales plutôt que multilatérales.

Dans le cas du HCR, sa composition menace de diminuer sa capacité d'action. En octobre, l'Assemblée générale des Nations Unies a élu ou réélu **18 États** pour un mandat de trois ans à partir de 2019; un grand nombre d'entre eux a bafoué les droits humains. L'organe suprême de l'ONU pour la promotion et la protection des droits de l'homme comprend maintenant 10 nouveaux membres que le Monitor CIVICUS considère comme connaissant de graves restrictions de l'espace pour la société civile – l'espace civique. L'espace civique est considéré comme fermé chez deux des nouveaux membres – **Bahreïn** et **l'Érythrée** – réprimés chez trois d'entre eux – le **Bangladesh**, le **Cameroun** et la **Somalie** – et obstrué chez cinq autres – le **Burkina Faso**, **Fidji**, **l'Inde**, les **Philippines** et le **Togo**. Même parmi les nouveaux membres considérés comme ayant un meilleur espace civique, il y a l'**Italie**, qui en 2018 a commis des **abus notoires** des droits des migrants et des réfugiés, et de ceux de la société civile qui défend leurs droits ([voir section 2](#)). Ces changements signifient que, si l'on tient compte du fait que



Le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU offre un espace vital pour la société civile; cependant, en 2018 il a subi de fortes pressions de la part d'États répressifs.

Crédit: Eric Bridiers

“

SUR LES 19 MEMBRES
DU COMITÉ, 84 %
ONT DE SÉRIEUSES
RESTRICTIONS
D'ESPACE CIVIQUE.

”

les États membres poursuivent leur mandat, 13 % seulement des 47 membres du Conseil disposent d'un espace civique ouvert, contre 62 % qui sont soumis à de sérieuses restrictions d'espace civique. D'autre part, 30 % des membres du HCR sont considérés par **Freedom House** comme n'étant pas libres, soit le niveau le plus élevé depuis la création du Conseil en 2006.

Bahreïn offre un exemple de la manière dont un État peut systématiquement violer les droits de l'homme, être critiqué par le système international des droits de l'homme pour avoir violé ces droits tout en continuant à occuper son siège au Conseil. Sa **répression** contre la dissidence, brutalement appliquée depuis le début des **manifestations** pour la démocratie en 2011, a été **généralisée** et exercée par des moyens tels que l'emprisonnement, la torture, le déni de citoyenneté, l'interdiction de voyager et l'intimidation. En juillet, le Comité des droits de l'homme de l'ONU, qui surveille le respect par les États du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), a exprimé sa **vive inquiétude** quant au bilan du gouvernement de Bahreïn en matière de droits humains, notamment en ce qui concerne son recours aux lois antiterroristes pour réduire au silence les OSC et les défenseurs des droits humains. En août, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a **statué** que le maintien en détention du défenseur des droits humains **Nabeel Rajab** contrevient au PIDCP et à la Déclaration des Nations Unies sur les droits humains. Pourtant, malgré ces jugements des Nations Unies et face aux appels de la société civile à exclure sa candidature, Bahreïn, soutenu par le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, a été massivement élu, obtenant 165 voix sur les 192 potentielles.

Le danger soulevé par la présence de tant d'États qui violent les droits de l'homme au sein du HCR consiste en ce que l'examen minutieux du bilan des États en matière de droits de l'homme diminue, qu'il devienne plus difficile d'obtenir un vote en faveur d'une action et que la crédibilité de l'institution, qui s'est construite laborieusement depuis que le HCR a remplacé la Commission des droits de l'homme des Nations Unies – profondément discréditée –, ne s'écroule finalement. Les défenseurs des droits de l'homme continueront à se tourner vers le HCR pour obtenir son soutien et la société civile continuera à s'engager pour tenter de l'influencer, mais ce travail ne peut qu'avoir été rendu plus difficile après les choix faits en octobre.

Le Comité des organisations non gouvernementales (ONG) du Conseil économique et social (ECOSOC) est une autre institution des Nations Unies que les membres estiment être de plus en plus en conflit avec sa mission. Il joue le rôle de gardien de la société civile, déterminant quelles OSC obtiennent le statut consultatif de l'ECOSOC et peuvent donc participer aux processus des Nations Unies. Parmi les nouveaux États membres élus au Comité en avril, six ont été **élus** avec un espace civique fermé

– Bahreïn à nouveau, le Burundi, la Chine, Cuba, la Libye et le Soudan – six autres avec un espace civique réprimé – le Mexique, le Nicaragua, le Pakistan, la Russie, le Swaziland/Eswatini et la Turquie – et quatre avec un espace civique obstrué – le Brésil, l’Inde, Israël et le Nigeria. Cela signifie que sur les 19 membres du Comité, 84 % ont de sérieuses restrictions d’espace civique et qu’un seul – l’Estonie – a un espace civique ouvert.

Le Comité est de plus en plus composé d’États qui répriment la société civile sur le territoire national, en particulier la société civile progressiste et axée sur les droits, qui tente de demander des comptes et de plaider pour le changement. On ne peut que s’attendre à ce qu’ils reproduisent leurs comportements nationaux sur la scène internationale, dans un **double déficit démocratique** qui empêche les OSC de porter leurs préoccupations au niveau international et d’utiliser les institutions internationales pour dénoncer les abus nationaux, ce qui a souvent été le dernier recours de la société civile victime de répression sur le plan national. Au Comité des ONG, des États utilisent des tactiques afin de laisser entendre que les OSC candidates ont des liens avec des groupes terroristes, ou reportent la prise de décision sur les candidatures, ce qui oblige les OSC à consacrer du temps et des ressources à de longs processus de suivi pour leurs demandes. C’est le cas du Réseau international de solidarité des Dalits, dont la demande est actuellement en attente depuis près de 12 ans, la plus longue jamais déposée. Les droits des Dalits est une question controversée sous le gouvernement nationaliste hindou de l’Inde (voir section 2), qui a dûment bloqué les progrès en matière d’accréditation.

Au niveau régional, les dirigeants des États qui composent l’Union africaine ont pris des mesures pour restreindre l’indépendance de la Commission africaine des droits de l’homme et des peuples en 2018, resserrant les procédures permettant aux OSC d’obtenir le statut d’observateur et exigeant que la Commission obtienne l’approbation préalable d’un État avant de signaler des violations commises par celui-ci. Les dirigeants africains sont sans doute embarrassés par la possibilité qu’un organisme africain dénonce leur piètre bilan en matière de droits humains.

AFFAIBLIR LE SYSTÈME INTERNATIONAL : LE RETRAIT

Si les États utilisent leur pouvoir au sein des institutions internationales pour les empêcher de faire avancer leurs missions et en bloquant les progrès en matière de droits humains, ils les affaiblissent également en s’en retirant. Le retrait sape le pouvoir des institutions internationales tout en cherchant à soustraire les États répressifs à leur contrôle.

Après avoir annoncé son retrait de l’Accord de Paris et de l’Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture (UNESCO) en 2017, le gouvernement des États-Unis a déclaré en juin qu’il quittait le HCR, l’accusant de partialité contre Israël. En septembre, le gouvernement répressif du Burundi, membre du Comité des ONG, qui avait été le premier membre à quitter la CPI en 2017 – dans ce qui semblait être une tentative claire d’échapper à toute responsabilité pour ses nombreuses violations des droits humains – a également menacé de se retirer du HRC. Cette menace est survenue après qu’une commission d’enquête de l’ONU a conclu que le gouvernement et ses partisans avaient commis des crimes contre l’humanité. En mars, le gouvernement des Philippines a suivi l’exemple du Burundi en notifiant officiellement son retrait de la CPI. Selon les termes du Statut de Rome, le traité de la CPI, son retrait entrera en vigueur en mars 2019.

Le président philippin Rodrigo Duterte s’est longtemps opposé aux institutions internationales de défense des droits de l’homme, qui ont critiqué les violations généralisées des droits de l’homme commises par son régime, en particulier sous prétexte de sa « guerre contre les drogues » qui a engendré une campagne de meurtres extrajudiciaires et d’homicides par des miliciens ayant fait plus de 12 000 victimes.

Ce retrait **fait suite à l'annonce** du bureau du procureur de la CPI en février selon laquelle il ouvrait une enquête préliminaire sur d'éventuels crimes contre l'humanité perpétrés dans le cadre de la «guerre contre la drogue». Le Président Duterte a accusé l'ONU et la CPI d'être impliquées dans une croisade contre lui, et a déclaré que la CPI était utilisée comme «un outil politique» contre les Philippines. Il a insisté sur le fait que la CPI n'avait pas compétence en la matière, a menacé d'arrêter la procureure de la CPI si elle se rendait dans le pays et a **exhorté** les autres États à suivre son exemple et à se retirer, déclarant que la CPI était une réponse au sentiment de culpabilité de «blancs idiots» qui voulaient se racheter pour des actes criminels passés en Afrique et au Moyen Orient.

L'élection des Philippines au HCR en septembre, alors même que le pays était en train de se retirer de la CPI et après son rejet des critiques internationales, a suggéré une approche cynique vis-à-vis du système international, ainsi que la faiblesse même de ce dernier. **Cristina Palabay** de l'**Alliance Karapatan pour la Promotion des Droits des Peuples** évalue l'attitude du gouvernement actuel envers la coopération internationale :

Le gouvernement Duterte s'engage activement auprès d'institutions internationales ou d'États étrangers qui appuient ses politiques et qui, à leur tour, tirent profit de ces relations. Il continue d'entretenir de solides relations diplomatiques avec les États-Unis, en raison de son soutien consultatif et technique et de son aide financière aux forces armées et de police des Philippines, ainsi que ses investissements aux Philippines et en Asie du Sud-est; et avec la Chine, en raison de nombreux projets et financements importants.

En revanche, ceux qui font part de leurs préoccupations au sujet du non-respect par l'État des obligations et des instruments internationaux en matière de droits humains, y compris les experts de l'ONU, d'autres États et les OSC internationales, sont les destinataires des avertissements publics du gouvernement Duterte. La menace des Philippines de se retirer de la CPI fait partie des diverses



En réponse à la décision du gouvernement de fermer Rappler, un site web de nouvelles indépendant, des journalistes et activistes ont organisé une protestation pour défendre la liberté d'expression.

Crédit: Jes Aznar/Getty Images

manifestations d'une telle position. Toutes les manifestations d'un retrait sont déjà visibles : une notification officielle a été faite, une attitude non coopérative s'est manifestée et les procureurs de la CPI ont été menacés.

Le Président Duterte ayant affirmé son impunité, les assassinats se sont dûment poursuivis ([voir section 1](#)). Cinq professionnels des médias ont été **tués** en juin et juillet seulement, et le militant pour la paix **Randy Felix Malayao** a été abattu en janvier 2019. Il était facile de comprendre pourquoi le Président Duterte pourrait bien souhaiter échapper à la responsabilité internationale.

Le retrait des Philippines de la CPI n'est pas un acte isolé. D'autres États, notamment la **Gambie** et **l'Afrique du Sud**, ont **menacé** de se retirer ces dernières années, et d'autres États puissants ont attaqué l'institution. À une époque de souveraineté présidentielle étroite, une institution qui a une portée internationale pour poursuivre les crimes ignobles et où les dirigeants politiques ne jouissent pas de l'immunité, va rencontrer des adversaires. Le gouvernement des États-Unis, qui, comme le fait remarquer Cristina, est un allié solide des Philippines, s'est lui aussi constamment opposé à la CPI et a intensifié son hostilité sous l'administration Trump; en septembre, le conseiller américain pour la sécurité nationale, John Bolton, a **déclaré** que la CPI était illégitime, a exprimé le souhait de «la laisser mourir par elle-même» et a promis de «riposter» en imposant des sanctions, et éventuellement en poursuivant pénalement ses agents, si celle-ci menait une enquête sur des crimes de guerre qui auraient été commis par les militaires américains et par les services du renseignement en **Afghanistan** ou si elle menait une enquête contre Israël ou d'autres proches alliés des États-Unis.

Les attaques contre la CPI semblent devoir se poursuivre. Jusqu'à présent, les États qui se sont retirés de la CPI et d'autres institutions multilatérales demeurent des cas isolés, mais le danger est qu'ils donnent des exemples puissants que les autres pourraient suivre. La société civile plaidera auprès des gouvernements pour essayer d'éviter l'effet domino.

AFFAIBLIR LE SYSTÈME INTERNATIONAL : LA RÉSURGENCE DE L'UNILATÉRALISME ET DU BILATÉRALISME

Si les États se retirent parfois des institutions internationales pour échapper à un examen minutieux ou pour marquer un point politique, il y a parfois un enjeu plus important. Les approches unilatérales et bilatérales sont considérées par certains dirigeants comme intrinsèquement supérieures aux méthodes de travail multilatérales, et sont donc considérées comme des alternatives. Rejetant le système qui a évolué au cours des 70 années qui se sont écoulées depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme, les États puissants suivent de plus en plus leur propre voie, pas toujours en se retirant des institutions, mais souvent en ignorant simplement les accords multilatéraux, les règles et les normes établies. Les dirigeants populistes de droite remettent en question le «mondialisme» du système international et le blâment pour les questions clés sur lesquelles ils mobilisent leur soutien – l'insécurité, les migrations et les moyens de subsistance. Ils préconisent plutôt un monde où les États sont libres de poursuivre leurs propres intérêts sans être entravés par des accords internationaux, et libres de conclure des accords bilatéraux – souvent avec des États dirigés par des leaders politiques similaires – comme une alternative au multilatéralisme. La nouvelle génération de dirigeants, dont beaucoup viennent du monde des affaires, apportent leur style de gouvernement personnel dans la sphère internationale. Au lieu d'un ordre international fondé sur des règles, transparent et responsable dans lequel tous les États sont au moins théoriquement égaux, ils voient un monde dans lequel des hommes forts à la tête d'États puissants se disputent les affaires en privé sur la base de la personnalité.



En réponse à la décision du président Trump de se retirer de l'accord nucléaire et d'imposer à nouveau des sanctions, des manifestants iraniens ont brûlé des drapeaux américains en face de l'ancienne ambassade des États-Unis à Téhéran.

Crédit: Majid Saeedi/Getty Images

Dans un acte d'unilatéralisme, en mai, le président américain Donald Trump a annoncé que les **États-Unis** se retiraient du cadre de l'accord nucléaire iranien, qui avait été conclu en 2015 entre les membres du G5 (Chine, France, Russie, Royaume-Uni et États-Unis), l'UE et **l'Iran**. L'accord, fruit de longues et minutieuses négociations, a permis de limiter le programme nucléaire iranien en échange de la levée des sanctions. Le président Trump, **affirmant** que l'accord était «pourri et en décomposition», a annoncé qu'il réimposerait unilatéralement des sanctions. Cette décision a été prise en dépit des **appels** lancés par les partenaires européens, appuyés par des témoignages d'experts, selon lesquels l'Iran, ayant démantelé une grande partie de son programme nucléaire et autorisé l'accès à des inspecteurs internationaux, respectait sa part de l'accord. Les autres parties de l'accord se sont empressées de sauver l'accord, mais la situation est restée incertaine. De nombreux membres de la société civile considéraient cette **décision** comme injustifiée et inexplicable, et laissant le monde dans une situation plus dangereuse. L'administration Trump a ensuite abordé les accords commerciaux de la même manière (*voir ci-dessous*).

Le **Royaume-Uni**, l'un des autres partenaires de cet accord en tant que membre du G5, a été confronté à une grande distraction qui a semblé ne faire que **dégrader** sa capacité diplomatique multilatérale, à travers ses négociations du Brexit. De nombreux facteurs ont influencé le vote restreint des citoyens britanniques lors du référendum de juin 2016 pour quitter l'UE, mais le processus de retrait, déclenché en mars 2017 et prévu pour durer deux ans, a marqué un rejet clair de la philosophie du multilatéralisme et l'affirmation de l'unilatéralisme et du bilatéralisme. Mais le gouvernement britannique avait peut-être surestimé son pouvoir, alors qu'il luttait pour obtenir les accords commerciaux bilatéraux supérieurs que les partisans d'un vote de retrait avaient promis aux électeurs. Le processus difficile de négociation d'un accord de séparation avec l'UE a alimenté une **division** politique de plus en plus virulente au sein du Royaume-Uni.

Les effets d'un retrait en mauvais termes ou sans termes pourraient être profonds pour les citoyens, les entreprises et les OSC britanniques, qui ont

passé des décennies à cultiver des liens et à travailler avec d'autres OSC européennes. Les OSC britanniques se sont également inquiétées d'une éventuelle prise de pouvoir exécutif par l'autorité gouvernementale qui s'était reposée au niveau de l'UE, soumettant potentiellement les décisions à un contrôle démocratique moindre plutôt que plus strict. Dans un **rapport** publié en 2018, le Charity Finance Group a proposé une analyse coûts-avantages du Brexit pour la société civile britannique et a conclu qu'en l'état actuel des choses, le Brexit **serait mauvais** pour les OSC et les personnes avec lesquelles et pour qui elle travaillent, en raison des changements des règles fiscales, d'un accès restreint aux financements, de la rigidité des règles liées au marché et des obstacles créés par le système de migration. Compte tenu de l'incertitude actuelle, en 2018, plusieurs OSC du Royaume-Uni ont **déménagé** à l'extérieur du Royaume-Uni ou ont ouvert des bureaux dans d'autres villes européennes, et beaucoup d'autres ont manifesté leur intérêt à le faire. Le rejet du multilatéralisme par le Royaume-Uni pouvait être perçu comme ayant un impact négatif sur la société civile avant même la conclusion du Brexit.

LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES DANS UN CONTEXTE D'AUTORITARISME CROISSANT

L'angoissante politique du Brexit au Royaume-Uni faisait partie d'un tableau plus vaste dans lequel les membres de l'UE, dont beaucoup ont dérivé politiquement vers la droite, et dont plusieurs ont maintenant des gouvernements populistes de droite (**voir section 3**), se sont trouvés en tension avec les valeurs fondamentales de l'UE – le respect de la dignité humaine et des droits humains, la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État

de droit.

Alors que l'UE et d'autres institutions européennes peuvent être accusées de ne pas toujours adhérer à ces valeurs lorsqu'elles se livrent à un «push and pull» avec des États de droite – notamment dans l'**accord** de l'UE de transférer au gouvernement de Libye la responsabilité de la surveillance des migrants et réfugiés en Méditerranée (**voir section 2**) – les institutions européennes ont également contribué à réaliser quelques avancées majeures en matière de droits humains. Par exemple, en janvier, la Cour européenne des droits de l'homme, un organe du Conseil de l'Europe, a fait progresser les droits en **Lituanie** lorsqu'elle a **jugé** que le gouvernement avait restreint de manière déraisonnable la liberté d'expression en interdisant une publicité de mode utilisant des symboles religieux. L'affaire a été portée devant la Cour par l'Institut de surveillance des droits de l'homme, une OSC lituanienne. Ceci a bien montré dans quelle mesure la société civile peut utiliser les institutions européennes pour promouvoir les droits.

En 2018, l'UE a commencé à prendre des mesures à l'encontre d'un groupe d'États d'Europe centrale qui sont devenus des récalcitrants notables en matière d'État de droit. En septembre, le Parlement européen a adopté une **motion de censure** qui a déclenché une procédure disciplinaire contre le gouvernement **hongrois** pour ses violations des valeurs fondamentales de l'UE (**voir section 3**). La motion cite des préoccupations concernant l'indépendance judiciaire, la corruption, les libertés académiques, la liberté d'expression et les droits des migrants et des minorités. Adoptée à la majorité des deux tiers, la motion signalait le fossé grandissant entre les valeurs du gouvernement hongrois et celles de l'UE, mais révélait également une division au sein du Parlement européen, d'autres députés populistes de droite se rangeant du côté de la Hongrie. Le processus pourrait finalement conduire à une suspension des droits de vote de la Hongrie au sein de l'UE, bien que la **Pologne**, son plus proche allié, la bloquerait probablement.

La Pologne fait l'objet d'un processus de censure similaire, lancé par la Commission européenne en 2017, en raison de préoccupations

liées à l'influence du gouvernement sur le pouvoir judiciaire, et plus particulièrement d'une loi visant à imposer la retraite anticipée des juges de la Cour suprême. En août, la Commission a confirmé que la Pologne n'avait pas répondu aux plaintes de l'UE et a **annoncé** qu'en cas de non-respect persistant, elle porterait l'affaire devant la Cour de justice de l'UE, ce qu'elle a fait **ultérieurement** en septembre. En septembre de la même année, la Pologne a été **exclue** du Réseau européen des Conseils de la Justice, en raison de son état compromis d'indépendance judiciaire.

La **Roumanie** a été la suivante sous les feux de la rampe. En novembre, le Parlement européen a adopté une **résolution** sur l'État de droit en Roumanie, à la suite des inquiétudes suscitées par le projet du gouvernement d'affaiblir les sanctions pour corruption (**voir section 1**). Le gouvernement roumain a reçu un **avertissement préalable** en janvier, lorsque la Commission européenne a exhorté le Parlement roumain à repenser les modifications apportées aux lois régissant le pouvoir judiciaire.

Mais à mesure que l'UE a commencé à agir plus fermement contre les États membres qui s'éloignaient de ses valeurs fondamentales, les institutions européennes des droits de l'homme ont été attaquées par des États autoritaires clairement opposés à ces valeurs. En 2018, le Conseil de l'Europe – l'organe des droits de l'homme en Europe composé de 47 membres – aurait été confronté à une crise budgétaire, la **Russie** et la **Turquie**, deux des principaux contributeurs de l'institution, ayant refusé de payer leur part. La Russie a suspendu ses paiements tandis que la Turquie a réduit ses contributions. L'institution a fait face à un déficit d'au moins 42,65 millions d'euros (environ 48,5 millions de dollars), soit 10% de son budget annuel.

Ces actions s'inscrivaient dans un schéma où les deux gouvernements se sont retirés des institutions susceptibles de surveiller le pouvoir présidentiel et les violations des droits de l'homme. La Russie a perdu son droit de vote au Conseil de l'Europe, ses droits de représentation dans les organes de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et son droit de participer à des missions d'observation électorale après avoir **annexé**

illégalement la Crimée en 2014. La Turquie a justifié la retenue de ses paiements au Conseil de l'Europe par le fait que l'APCE avait accordé une récompense à un terroriste présumé, une accusation souvent portée pour réprimer la société civile en Turquie. En 2017, l'APCE a décerné le Prix Václav Havel pour les droits de l'homme à Murat Arslan, ancien président turc de l'Union des Juges et Procureurs, arrêté depuis 2016 pour ses liens présumés avec l'Organisation terroriste de Fetullah. Les observateurs ont **estimé** que la véritable raison de la décision de la Turquie était la colère suscitée par la décision de l'APCE de surveiller la situation des droits de l'homme en Turquie.

En avril, le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, a **exigé** un droit de veto sur la participation des OSC à une réunion annuelle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ce qui, pour de nombreuses OSC, est la seule occasion de s'engager avec cette institution. Le président Erdoğan voulait interdire les OSC qui étaient considérées comme ayant des liens avec des organisations «terroristes». Lorsque la réunion s'est tenue en septembre, la Turquie était le seul des 57 États membres de l'OSCE à l'avoir **boycottée**.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU : LES ÉCHECS DU MULTILATÉRALISME

Le défi, compte tenu des diverses menaces qui pèsent sur le multilatéralisme, est de le défendre en tant que processus, mais aussi d'en préconiser une version plus démocratique, dans laquelle les citoyens peuvent avoir beaucoup plus de capacité d'action et d'influence : réformer les institutions qui se sont formées ces 70 dernières années au lieu de les abandonner. Mais en 2018, nulle part le multilatéralisme démocratique n'a semblé une vision

aussi désespérément distante et nulle part les faiblesses et frustrations du système multilatéral n'ont été plus évidentes qu'au Conseil de sécurité des Nations Unies, qui est trop souvent resté **bloqué** entre les intérêts et les alliances contraires de ses membres permanents. Plusieurs conflits et situations d'urgence en cours méritaient une réponse du Conseil de sécurité des Nations Unies, mais le plus souvent, aucun consensus n'a été atteint et aucune solution n'a donc été proposée.

Année après année, le Conseil de sécurité de l'ONU a continué à **décevoir** le peuple **syrien**. En mars 2019, la **guerre syrienne** est entrée dans sa huitième année, et le massacre, dans le conflit complexe et multiforme, s'est poursuivi. Les violations brutales des droits de l'homme et les crimes de guerre comprennent l'utilisation d'**armes chimiques** et des attaques ciblées contre des civils. Le droit humanitaire a été violé par de nombreuses parties au conflit, mais c'est au gouvernement syrien, qui a systématiquement mené la guerre contre son propre peuple, qu'incombe la plus lourde responsabilité. Tant de personnes ont été tuées pendant la guerre que l'ONU et d'autres ont **cessé** de compter, mais il semble probable qu'au moins un demi-million d'entre elles ont été tuées et que plus de **cinq millions** de personnes ont trouvé refuge ailleurs. Des défenseurs des droits humains et des journalistes tentant de faire connaître au monde la situation en Syrie ont été pris pour cible.

Mais tout espoir d'action du Conseil de sécurité des Nations unies à l'égard de la Syrie a été compromis par le rôle des États membres du G5 dans le conflit, la Russie étant un soutien militaire actif du gouvernement syrien et une coalition dirigée par les États-Unis menant des frappes aériennes. Les États ont suivi leur propre voie, tout en ayant le pouvoir de bloquer l'action multilatérale visant à faire respecter les droits de l'homme. La Russie a utilisé son droit de veto à onze reprises et la Chine à six reprises pour empêcher le CSNU d'agir contre la Syrie. Fin 2017, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas été en mesure de proroger le mandat du Mécanisme Commun d'Enquête de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, créé pour identifier les auteurs d'attaques à l'arme chimique en Syrie. L'interdiction des armes chimiques est l'une des normes internationales les plus anciennes qui s'appliquent à la guerre, remontant à 1899 et codifiée dans le Protocole de Genève de 1925, mais l'incapacité à agir efficacement a normalisé la guerre chimique en Syrie et lié les mains de la communauté internationale quant à sa **responsabilité de protection**.

Hormis quelques déclarations, le Conseil de sécurité de l'ONU est également resté **largement muet** sur la guerre au **Yémen**. L'un des principaux belligérants est une coalition dirigée par les Saoudiens, et l'Arabie saoudite est un proche allié des États-Unis, tandis que le Royaume-Uni, qui a la responsabilité de diriger le Yémen au sein du G5, est l'un des principaux **vendeurs** d'armes au régime saoudien ; la

“

LE DÉFI, COMPTE
TENU DES DIVERSES
MENACES QUI
PÈSENT SUR LE
MULTILATÉRALISME,
EST DE LE DÉFENDRE
EN TANT QUE
PROCESSUS,
MAIS AUSSI D'EN
PRÉCONISER UNE
VERSION PLUS
DÉMOCRATIQUE.

”

France et les États-Unis ont également vendu des armes qui ont été utilisées au Yémen. La Russie, quant à elle, s'est rangée du côté de l'Iran, qui soutient le groupe rebelle Houthi.

Les **négociations de paix** entre le gouvernement yéménite et les rebelles Houthi ont commencé en Suède en décembre, offrant un certain espoir de répit aux citoyens yéménites. Mais à la fin de l'année, le cessez-le-feu semblait inégal et fragile, et l'un des défis à relever était l'absence d'observateurs du cessez-le-feu sur le terrain. En décembre, une motion du Conseil de sécurité des Nations Unies visant à déployer ces forces s'est **enlisée** dans des querelles internes, au cours desquelles un texte clé sur la crise humanitaire au Yémen et sur la nécessité d'enquêter sur les violations du droit humanitaire a été supprimé afin de rendre possible une éventuelle résolution.

Bien que le HCR ait agi (*voir ci-dessus*), le CSNU a également révélé ses failles dans la crise des Rohingyas. Une **résolution** rédigée par le Royaume-Uni envisageait de nouvelles mesures, y compris des sanctions, si le gouvernement du **Myanmar** ne faisait pas suffisamment de progrès pour remédier aux violations des droits de l'homme dont le peuple Rohingya est actuellement victime. Le projet de résolution vise à établir un calendrier pour le Myanmar afin de permettre le retour en toute sécurité de plus de 700 000 réfugiés rohingyas du **Bangladesh**. Toutefois, la Chine et la Russie ont continué à boycotter les pourparlers sur cette question. En octobre, lorsque le président de la Mission internationale Indépendante d'Établissement des Faits sur le Myanmar a présenté les conclusions de la Mission au Conseil de sécurité des Nations Unies, la Chine et la Russie, aux côtés de représentants de la **Bolivie** et de la **Guinée équatoriale**, ont fermement **élevé une objection** à l'exposé, déclarant qu'il n'y avait aucun précédent pour que le CSNU propose un mécanisme spécial sur une question nationale spécifique.

Dans l'impasse à cause du droit de veto, le Conseil de sécurité de l'ONU est également resté un spectateur muet sur les violations des droits de l'homme commises par Israël contre les **Palestiniens** (*voir ci-dessus*). Mais

au moins en octobre, **Randa Siniora**, avocate spécialisée dans les droits de l'homme et directrice du Women's Center for Legal Aid and Counselling, est devenue la première femme palestinienne à prendre la parole devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. S'exprimant lors du débat public du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, elle **a parlé** des répercussions de l'occupation israélienne sur les femmes et les filles. Cependant, d'autres défenseurs des droits humains, y compris ceux de Syrie et du Yémen, **n'ont pas été en mesure** de s'adresser au Conseil de sécurité de l'ONU car, en raison de l'interdiction américaine de voyager depuis certains pays, leur visa leur a été refusé.

Le multilatéralisme n'a pas non plus fait grand-chose pour faire avancer le changement en **Corée du Nord**, l'un des États les plus **répressifs** du monde, où l'espace civique est complètement **fermé**. Les sanctions du CSNU n'ont pas empêché le régime nord-coréen de développer ses programmes nucléaires et de missiles balistiques, au grand dam des pays voisins. Au lieu d'encourager des efforts concertés pour faire face à la menace nord-coréenne, le Conseil de sécurité des Nations unies est devenu, en septembre, le théâtre d'un différend acrimonieux, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU **accusant** la Russie de dissimuler des preuves de violations des sanctions.

Les échecs évidents du multilatéralisme ont laissé la porte ouverte à l'affirmation d'approches bilatérales. L'attention du monde entier s'est concentrée sur deux événements historiques : le **sommet** entre la Corée du Nord et la **Corée du Sud** en mai et les **pourparlers** entre les États-Unis et la Corée du Nord qui se sont tenus à **Singapour** pour discuter de la dénucléarisation en juin. Mais dans ces discussions bilatérales, de nombreuses OSC se sont dites **préoccupées** par le fait que les questions relatives aux droits de la personne étaient mises sur la touche. Dans la perspective du sommet de mai, 40 OSC et alliances de tous les continents **ont écrit** au président sud-coréen Moon Jae-in pour lui demander d'exhorter le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un à mettre en œuvre les recommandations de l'ONU en matière de droits humains, à s'engager sur

les questions intercoréennes de droits humains, notamment les dialogues sur les droits humains, à favoriser des réunions régulières des familles séparées et à intensifier les contacts interpersonnels. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, Tomás Ojea Quintana, a averti les pays impliqués dans les négociations de dénucléarisation que le fait d'éviter le sujet des droits de l'homme en Corée du Nord pourrait compromettre la perspective d'accords durables. La société civile a également **fait pression** sur le président américain Donald Trump pour qu'il soulève la question des droits humains lors du sommet de Singapour. En juin, 52 OSC et coalitions ont **exhorté** Kim Jong-un à entreprendre des réformes pour mettre fin aux graves violations des droits humains.

Mais malgré la pression et la mobilisation de la société civile et d'autres parties prenantes, ni la **Déclaration de Panmunjom** signée en mai, ni la déclaration conjointe publiée en juin à Singapour ne mentionnent **les droits de l'homme**, et aucun changement n'est intervenu dans la situation dramatique des droits humains en Corée du Nord. Une diplomatie dominée par des considérations de sécurité et soustraite à la surveillance multilatérale et à l'examen de la société civile a raté des occasions de faire pression pour obtenir des changements qui transformeraient la vie des citoyens nord-coréens.

LE DÉFI DU MULTILATÉRALISME : LE VENEZUELA À LA LOUPE

Le monde n'est pas indifférent à la crise politique, économique et humanitaire du **Venezuela**, qui continue d'évoluer en 2018 (**voir section 3**), mais les institutions multilatérales peinent à y répondre. Le Venezuela

est membre de plusieurs mécanismes d'intégration régionale et organes intergouvernementaux, dont le Mercosur, qui regroupe **l'Argentine**, le **Brésil**, le **Paraguay** et **l'Uruguay**, l'Union des nations sud-américaines (12 membres), la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (33 membres) et l'Organisation des États américains (OEA), qui regroupe tous les pays du continent américain. Mais ces derniers n'ont apparemment pas pu faire grand-chose pour aider à résoudre la crise vénézuélienne. En dépit d'un **accord relatif** sur les dimensions de la crise et son impact sur les droits de l'homme, des divergences de vues politiques considérables entre les pays et un manque de coordination entre les organisations ont empêché de progresser vers une sortie négociée de la crise.

L'OEA a essayé de jouer un rôle de premier plan et d'amener les parties à la table de négociation. Son Secrétaire général, Luis Almagro, n'a cessé de déplorer la dérive autoritaire du régime vénézuélien et a adopté une position **très critique** vis-à-vis du gouvernement du Président Nicolás Maduro. Mais l'OEA est restée divisée entre les pays du côté du gouvernement vénézuélien et ceux qui s'y opposent. Des projets de plusieurs déclarations de condamnation sont restés bloqués au Conseil permanent de l'OEA. Alors que les pays membres restaient empêtrés dans une discussion sur la nature de la crise vénézuélienne et les réponses possibles, le gouvernement du Venezuela a annoncé qu'il quitterait l'OEA. En avril, le président Maduro a **déclaré** que le Venezuela achèverait sa sortie en avril 2019. Ce n'est qu'en juin, après l'annonce du retrait du Venezuela, que l'Assemblée générale de l'OEA a adopté la première **résolution** critique sur le Venezuela ; une telle résolution avait d'abord été esquissée en 2015.

En dehors de l'Amérique latine, les institutions multilatérales ont également eu du mal à trouver une réponse efficace. En novembre, l'UE a prolongé ses **sanctions** contre le Venezuela jusqu'en novembre 2019. L'Europe a imposé un embargo sur les armes en novembre 2017 et a par la suite ajouté divers responsables à sa liste de sanctions, la dernière fois en juin, en réponse à l'élection présidentielle très irrégulière du Venezuela. Mais l'ONU n'a pas imposé de sanctions lorsque le Venezuela **s'est présenté** au CSNU en

septembre, puisque les délégations de la Chine et de la Russie ont défendu son gouvernement.

Plus positivement, et face à l'exode des citoyens vénézuéliens fuyant la violence, la répression et la pauvreté ([voir section 2](#)), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, **ont lancé** en décembre une initiative mondiale pour relever les défis causés par la migration massive du Venezuela. L'OIM a annoncé que 95 organisations dans 16 pays avaient travaillé ensemble pour développer une réponse commune afin de répondre aux besoins des migrants et des réfugiés ainsi qu'à ceux des communautés dans lesquelles ils vivent actuellement. L'OIM a annoncé qu'il s'agissait du premier plan d'intervention de ce type sur le continent américain, d'un montant de 738 millions de dollars en 2019, avec des interventions ciblées sur 2,7 millions de personnes – 2,2 millions de Vénézuéliens et 500.000 membres des communautés hôtes – dans 16 pays.

Toutefois, le système international n'a pas réussi à faire face aux **répercussions** de la crise sanitaire vénézuélienne : il n'y a aucun signe d'action coordonnée pour réduire son impact et contenir les épidémies qui traversent les frontières.

LA SOCIÉTÉ CIVILE EXIGE UNE ACTION POUR LE CLIMAT

2018 peut difficilement être qualifiée d'année de grand succès pour la lutte contre le changement climatique, mais c'est une année au cours de laquelle l'urgence de la situation a été rendue plus claire. En octobre, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'organisme des Nations Unies qui évalue la science liée au changement climatique, a publié son **rapport spécial sur le réchauffement de la planète de 1,5 °C**. Le rapport, préparé par 91 auteurs de 40 pays, résume la recherche sur



Durant l'une des nombreuses protestations sur le thème menées par des jeunes, les étudiants allemands ont exhorté leur gouvernement à prendre des mesures plus énergiques pour relever le défi du changement climatique.

Crédit: Carsten Koall/Getty Images

les impacts du réchauffement climatique et décrit les mesures nécessaires pour limiter son augmentation. Il a conclu qu'il était nécessaire et faisable de limiter le réchauffement à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels, mais que cela nécessiterait des «réductions importantes des émissions» et «des changements rapides, profonds et sans précédent dans tous les aspects de la société».

Alors que l'**Accord de Paris** a fixé un objectif de limitation de la hausse à 2°C, tout en s'engageant vaguement à « poursuivre les efforts » pour maintenir la hausse à 1,5°C, le GIEC a conclu que la réalisation de l'objectif le plus exigeant ferait une énorme différence pour les impacts du changement climatique, notamment en termes de hausse du niveau des océans, de températures extrêmes et de perte des habitats. Mais les scientifiques ont lancé un avertissement sévère et ont clairement indiqué que le changement climatique n'est pas un défi lointain pour les générations futures ; c'est un défi qu'il faut relever maintenant. Le rapport indique qu'il ne reste plus que **12 ans** pour que des mesures soient prises afin de limiter l'augmentation à 1,5°C.

Alors que la société civile progressiste s'associe au vaste consensus scientifique pour **exiger** des mesures visant à limiter les impacts du changement climatique, les dirigeants politiques continuent de ne pas agir. Les rangs des politiciens populistes de droite sont remplis de négationnistes du changement climatique. Sous l'administration Trump, la négation du changement climatique est devenue la base de la politique intérieure américaine, avec la priorité accordée à l'exploitation du charbon et du pétrole et le démantèlement des protections environnementales qui a abouti à la **cooptation** de puissants négationnistes du changement climatique à l'Agence américaine de protection de l'environnement.

Le déni du changement climatique est également devenu un élément clé de la politique étrangère américaine. En 2017, les États-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris, ainsi que de divers autres organismes et accords internationaux. En décembre, lors de la Conférence des Nations Unies

sur le changement climatique, la **COP24**, qui s'est tenue en **Pologne**, les États-Unis se sont joints aux États pétroliers du **Koweït**, de la **Russie** – dans un rare moment d'accord mutuel – et de l'**Arabie saoudite** pour **affaiblir** une référence du rapport du GIEC, remplaçant une proposition visant à « accueillir » le rapport par une simple « note » – un petit changement dans son libellé qui peut faire une énorme différence dans le suivi qui pourrait être fait des recommandations du rapport. Entre-temps, le gouvernement hôte, la Pologne, a profité du sommet pour **promouvoir** son industrie du charbon, qu'elle développe, et les entreprises publiques de charbon et de gaz ont été annoncées comme **partenaires** clés dans les négociations.

Tout au long de l'année, les autorités américaines ont continué de contester l'Accord de Paris, qu'elles ont qualifié d'atteinte à la souveraineté américaine et d'affaiblissement de son avantage concurrentiel. Le président Trump a continué de remettre en question le consensus scientifique sur le changement climatique. Il n'était **pas seul**. Tout en reconnaissant que le changement climatique est en train de se produire, le président russe Vladimir Poutine a rejeté à plusieurs reprises le consensus selon lequel il est causé par l'activité humaine. Le président **brésilien** Jair Bolsonaro, un populiste de droite élu en 2018 (**voir section 3**), a d'abord **exprimé son intention** de se retirer de l'Accord de Paris avec les États-Unis, mais a ensuite fait marche arrière, insistant sur le fait que **le Brésil y resterait** seulement si l'Accord n'impliquait pas une menace pour sa souveraineté.

Le principal enjeu au Brésil est la déforestation croissante de la forêt amazonienne. Sur ce front, le Président Bolsonaro a exprimé l'intention de supprimer les protections durement gagnées pour la forêt tropicale et les peuples autochtones, permettant ainsi à la déforestation de se poursuivre et ouvrant la voie à davantage de projets agro-industriels. Le lendemain de son investiture en janvier 2019, le Président Bolsonaro a signé un décret exécutif **transférant** la réglementation des réserves autochtones au Ministère de l'agriculture, contrôlé par le puissant lobby agroalimentaire. Le président Bolsonaro a également menacé **d'éliminer** le ministère de l'Environnement

“

MAIS ALORS QUE
DE NOMBREUX
GOUVERNEMENTS
PUISSANTS NE
PRENNENT PAS
LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE
SUFFISAMMENT
AU SÉRIEUX, LES
CITOYENS ET LES
OSC LES INCITENT
DE PLUS EN PLUS
À AGIR POUR
RESPECTER LEURS
ENGAGEMENTS.

”

et a déclaré qu'il priverait les **agences environnementales** de leurs pouvoirs d'imposer des amendes et d'appliquer des sanctions contre les entreprises et les particuliers. Le nouveau ministre brésilien de l'Environnement a **décrit** les amendes environnementales comme des formes de « persécution idéologique ».

Des partis et des dirigeants **d'extrême droite** de plus en plus populaires dans toute l'Europe ont soit nié l'existence du changement climatique, soit rejeté la responsabilité de son apparition, soit minimisé la nécessité ou la faisabilité d'une action contre celui-ci. Le porte-parole du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne, qui s'est classé **troisième** aux élections **allemandes** de 2017, a comparé les certitudes en matière de changement climatique avec les mandats d'une religion. Les démocrates suédois, qui sont arrivés en **troisième position** aux élections générales de 2018, affirment que la **Suède** en a déjà fait assez pour lutter contre le changement climatique.

Des gouvernements plus ouverts sont également concernés. Le gouvernement **britannique** reste un fervent partisan de l'industrie de la fracturation hydraulique et a criminalisé les gens qui protestent contre elle (**voir section 1**). Le gouvernement du **Canada** se définit lui-même à l'échelle internationale comme étant très différent de celui des États-Unis, cependant, il a continué à développer son industrie pétrolière et gazière et a tenté de faire avancer un vaste projet de pipeline (**voir section 1**). La tentative du gouvernement **français** d'augmenter les taxes sur le gazole dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le changement climatique a été le déclencheur de la réaction en chaîne des « gilets jaunes », qui a rapidement forcé l'annulation du projet (**voir section 1**).

Les tensions entre la lutte contre le changement climatique et l'industrie des combustibles fossiles ont rarement été aussi vives qu'en **Australie**. Sa biodiversité unique est menacée par le changement climatique, mais le charbon reste une industrie majeure (**voir section 1**). Un pays qui ne compte que 0,3 % de la population mondiale produit 1,8 % de ses gaz à effet de serre. Le gouvernement a introduit une **taxe carbone** controversée en 2012, mais l'opposition a fait campagne contre cette taxe et l'a rapidement abrogée lorsqu'elle est arrivée au pouvoir en 2014. Le dernier Premier ministre australien, Scott Morrison, est arrivé au pouvoir en août et a presque immédiatement **fait face à la pression** des membres de son propre Parti libéral pour qu'ils abandonnent l'engagement pris par l'Australie dans l'Accord de Paris de réduire ses émissions de 26 à 28 % d'ici 2030 par rapport à 2005. Les voisins des îles du Pacifique de l'Australie, qui vivent quotidiennement avec les réalités visibles du changement climatique et risquent de voir le **niveau de la mer s'élever** et leur îles disparaître de la carte, l'ont observé avec désespoir.

Mais alors que de nombreux gouvernements puissants ne prennent pas le changement climatique suffisamment au sérieux, les citoyens et les OSC les incitent de plus en plus à agir pour respecter leurs engagements. En août, l'étudiante suédoise Greta Thunberg, alors âgée de 15 ans, a entamé une grève scolaire pour exiger une action politique sur le changement climatique, suite à une série de vagues de chaleur et d'incendies de forêt. **S'inspirant** des jeunes militants américains pour le contrôle des armes à feu (**voir section 2**), ce qui a commencé comme une protestation solitaire s'est rapidement transformé en un mouvement de masse qui s'est répandu en Suède, puis dans d'autres pays – notamment en Australie, en Autriche, en Belgique, au Canada, au Danemark, en Finlande, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas, en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Alors que Greta Thunberg était la voix la plus importante du mouvement, s'exprimant lors de la COP24 et rencontrant le Secrétaire général de l'ONU, et faisant face à la **diffamation** de l'extrême droite pour son intervention, la force du mouvement est venue de ces milliers de jeunes qui n'ont pas le droit de vote mais ont agi directement, souvent pour la première fois de leur vie, pour dénoncer l'incapacité des adultes à protéger leur avenir. Les politiciens de l'establishment n'ont pas accueilli favorablement cette participation croissante des jeunes : en Australie, le Premier ministre Morrison a **appelé** à «plus d'apprentissage dans les écoles et moins d'activisme», tandis que le ministre des Ressources Matt Canavan a déclaré que la seule chose que les étudiants apprendraient serait «comment rejoindre la file d'attente pour le chômage». Alors que les grèves se poursuivaient en 2019, une ministre **belge** de l'Environnement, Joke Schauvliege, a été contrainte de **démissionner** après avoir faussement prétendu avoir la preuve que des étudiants en grève étaient dirigés par des pouvoirs extérieurs. Les grèves scolaires sont appelées à se poursuivre et les jeunes acteurs du mouvement méritent une réponse plus sérieuse de la part des responsables politiques.

L'action directe a également fait la une des journaux au Royaume-Uni en novembre, où un acte de désobéissance civile de masse regroupant des milliers de manifestants pour le climat, a **paralysé** le centre de Londres,

organisé par un groupe nouveau : **Extinction Rebellion**. Les manifestations se sont poursuivies dans tout le Royaume-Uni. Une autre réponse de la société civile a été de saisir les tribunaux pour demander des comptes aux gouvernements qui n'ont pas respecté leurs engagements en matière de climat, notamment en n'atteignant pas leurs objectifs en matière d'émissions ou en fixant des objectifs peu ambitieux, et en approuvant des projets non écologiques. Selon une **enquête** sur les litiges en matière de changement climatique publiée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en mars 2017, des plaintes pour changement climatique avaient été déposées dans 24 États, dont 654 aux États-Unis et plus de 230 ailleurs. En dehors des États-Unis, la plus forte concentration d'affaires a été observée en Australie (80), au Royaume-Uni (49), à la Cour de justice de l'UE (40), en Nouvelle-Zélande (16) et en Espagne (13). Au Royaume-Uni, ClientEarth, une organisation d'avocats écologistes, a **gagné** sa troisième action en justice contre le gouvernement en février pour son inaction face à la pollution de l'air, ce qui témoigne de la confiance croissante d'un tel activisme.

La société civile des pays du Sud prend également l'initiative. En 2018, une **poursuite** a été intentée en **Colombie** par l'OSC **Dejusticia** au nom de 25 jeunes Colombiens menacés par les changements climatiques qui veulent tenir leur gouvernement responsable d'avoir permis l'expansion de l'élevage du bétail, de l'agriculture et des mines et de ne pas avoir réussi à enrayer la déforestation dans la région amazonienne du pays. Les plaignants soutiennent que la déforestation viole leur droit constitutionnel à un environnement sain et menace leurs droits à la vie, à l'eau, à la nourriture et à la santé. Ils exigent que leur gouvernement prenne des mesures pour mettre fin à la déforestation et réduire les émissions de gaz à effet de serre, et qu'il établisse un accord intergénérationnel sur les changements climatiques, pour tenir compte des impacts des politiques actuelles sur les générations futures. Ils estiment qu'ils ont des arguments solides et qu'ils peuvent remporter une victoire qui signifie que le gouvernement devra prendre des mesures. Dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, la

société civile pousse les gouvernements à reconnaître la gravité de l'urgence climatique et à agir en conséquence.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : PROGRÈS INSUFFISANTS, ESPACE LIMITÉ POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'action sur le changement climatique est également reconnue comme l'un des 17 ODD, mais les progrès dans ce domaine aussi ont faibli à mesure que le multilatéralisme et les accords multilatéraux ont été attaqués.

Avant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, **s'est référé** à l'Agenda pour le développement durable de 2030, qui établit les objectifs du Millénaire pour le développement, en tant que feuille de route pour relever les défis mondiaux que sont les conflits, le changement climatique, la pauvreté extrême et les inégalités. Mais quatre ans après ce moment historique où tous les États membres de l'ONU ont adopté l'Agenda 2030, il reste un déficit troublant lorsqu'il s'agit de reconnaître, dans l'agenda mondial du développement, les liens inextricables entre droits humains et développement durable.

Dans un monde où, malgré l'accumulation sans précédent de richesses et les progrès technologiques, **821 millions de personnes** souffrent de la faim, un trop grand nombre d'entre elles considèrent encore les **inégalités**, la pauvreté et l'exclusion comme des problèmes techniques macroéconomiques qui peuvent être résolus par des interventions politiques plutôt que comme des défaillances profondes de la gouvernance et de graves déficits en matière

de droits humains qui exigent une action radicale axée sur la population. Malgré quelques nouvelles initiatives lancées en 2018, dont un partenariat pour **impliquer les jeunes** dans l'Agenda 2030, les décideurs principaux restent bloqués dans une compréhension limitée du développement.

Pour aider à combler ces lacunes, la société civile impliquée dans le processus des ODD exige des changements significatifs dans les approches sur au moins trois fronts : les données, le rôle du secteur privé et l'universalité et l'interdépendance des ODD.

Les efforts en cours pour créer et conserver des données à l'aide de technologies de pointe, aussi précieuses soient-elles, ont occulté le fait que sans droits fondamentaux, y compris le droit d'accès à l'information, les données peuvent facilement être biaisées par ceux qui sont au pouvoir pour servir leurs intérêts. Un exemple flagrant en a été donné en octobre, lorsque le **Forum mondial des données de l'ONU** s'est tenu en partenariat avec la Federal Statistics and Competitive Authority des **EAU**, un pays où l'espace civique **est pratiquement inexistant**. Il ne serait pas surprenant que les données officielles des Émirats arabes unis sur les résultats quant aux ODD soient très différentes de celles des syndicalistes, des militants des droits de l'homme et des journalistes d'investigation qui subissent la répression et luttent pour faire entendre leur voix. Comme de nombreux membres de la société civile **l'ont souligné**, l'accent doit être mis non plus sur l'établissement de rapports et la conservation créative des données, mais sur la responsabilisation. Il faut créer des conditions propices à la participation afin que les gens aient la possibilité de raconter leur propre histoire.

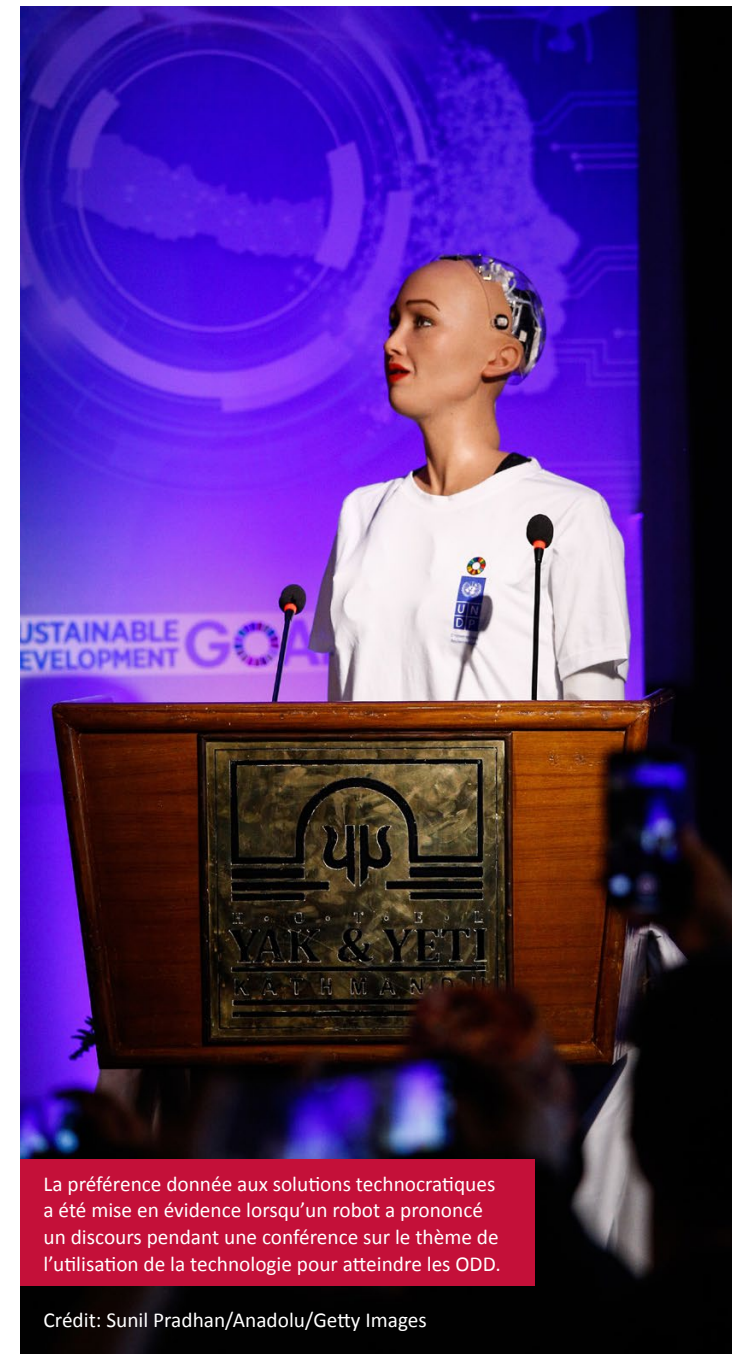
La manière dont les ODD sont financés peut toutefois rendre ce changement plus difficile. Comme nous l'avons vu dans les **éditions précédentes** de ce rapport, l'ambition de l'Agenda 2030 ne correspond pas aux ressources disponibles. De nombreux gouvernements donateurs, tournant à droite, devenant plus insulaires et augmentant leurs dépenses pour prévenir la migration et renforcer la sécurité, sont moins enclins à soutenir le

développement durable et l'avancement des droits dans d'autres pays. En réponse, l'ONU, elle-même confrontée à des **problèmes de financement**, a cherché à combler le fossé avec un nombre sans précédent de partenaires du secteur privé, y compris des philanthropes individuels et de grandes entreprises. Les dangers créés comprennent ceux d'une responsabilité démocratique limitée sur les décisions et les actions du secteur privé en matière de développement, et d'un choix arbitraire des objectifs et des cibles.

Un **rapport** d'Oxfam de 2018 sur l'engagement de 76 des plus grandes entreprises du monde à l'égard des objectifs du Millénaire pour le développement a révélé que si la plupart d'entre elles s'étaient engagées publiquement à les atteindre, les objectifs qu'elles avaient choisis comme prioritaires avaient tendance à refléter leurs engagements actuels en matière de responsabilité sociale des entreprises. Peu d'entre elles avaient adopté de nouveaux objectifs ambitieux et peu avaient pris des engagements en matière de droits de l'homme dans le cadre de leur réponse aux objectifs du Millénaire pour le développement. Cela donne à penser que l'implication majeure du secteur privé aux ODD ne pourrait guère contribuer à la réalisation des objectifs en matière de droits du travail, de corruption et d'inégalité des revenus, et pourrait même compromettre ces objectifs. Il est peu probable que les conversations sur la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises, la restructuration et la réglementation des économies et la redistribution de la richesse aboutissent à des résultats prometteurs.

Au lieu de reconnaître qu'une plus grande responsabilisation du secteur privé est nécessaire en contrepartie de son implication croissante dans les ODD et de mettre les grandes entreprises au défi de modifier leurs comportements qui alimentent les inégalités croissantes, la dégradation environnementale et le déni des droits des travailleurs, l'ONU invite de plus en plus les entreprises à présenter leurs réalisations, avec peu ou pas de contrôle.

Un autre défi clé et connexe est la minimisation apparente de l'idée que les ODD sont universels et interconnectés. De nombreux membres de la société civile se sont félicités du caractère universel de l'Agenda 2030, qui constitue une amélioration par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le développement, précurseurs des ODD, qui reflétaient trop souvent une conception limitée du développement comme une action menée dans le Sud global avec l'appui du Nord global. Mais certains objectifs, comme l'objectif 12 sur la consommation et la production durables et l'objectif 16, particulièrement important pour beaucoup dans la société civile, sur les libertés fondamentales, l'égalité d'accès à la justice et l'Etat de droit, ne reçoivent actuellement guère d'attention. Ce sont là



La préférence donnée aux solutions technocratiques a été mise en évidence lorsqu'un robot a prononcé un discours pendant une conférence sur le thème de l'utilisation de la technologie pour atteindre les ODD.

Crédit: Sunil Pradhan/Anadolu/Getty Images

des objectifs qui remettent en question le pouvoir des élites politiques – à une époque où les libertés fondamentales sont **menacées** dans le Nord comme dans le Sud – et qui appellent des changements dans les pratiques commerciales.

La société civile peut être une voix forte pour plaider en faveur de l'universalité et de l'interconnexion des ODD, et pour que les droits de l'homme soient placés au centre de leurs préoccupations. La société civile a insisté sur la nécessité de partenariats multipartites, qui impliquent le secteur privé, pour faire progresser la justice sociale et les droits de l'homme sur lesquels reposent les ODD. Mais les voix de la société civile ne peuvent être entendues, et la responsabilité exercée, que s'il existe un espace le permettant, dans lequel les OSC peuvent s'engager sur les ODD.

Toutefois, alors que la participation du secteur privé aux ODD s'est rapidement accrue, le rôle vital de la société civile continue d'être sous-estimé. En 2018, les États ont continué de restreindre la participation de la société civile au suivi de l'Agenda 2030, comme en témoigne la réunion annuelle du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable, où les États présentent leurs examens nationaux volontaires (VNR), les rapports qui font état de leurs progrès concernant les objectifs du Millénaire.

Les **pratiques** qui ont exclu la société civile au cours des cinq années de fonctionnement du forum ont continué à se manifester en 2018. Les États disposent de 30 minutes pour présenter leur VNR et répondre aux questions et déclarations des autres États membres ainsi que de la société civile. En 2018, certains États ont consacré une grande partie de leur temps à partager des vidéos promotionnelles de qualité, conçues pour présenter leurs réalisations sous leur meilleur jour. Avec peu de temps disponible, seuls un ou deux représentants de la société civile ont pu commenter publiquement le rapport de leur gouvernement au cours de chaque session. Souvent, la société civile essaie d'utiliser au mieux le temps disponible en produisant une déclaration commune qui doit tenir en seulement deux minutes, mais

cela offre un espace extrêmement limité pour que les diverses voix puissent se faire entendre.

Si la société civile pose une question difficile, les délégations gouvernementales peuvent simplement l'ignorer. En 2018, une question posée par un représentant autochtone **colombien** au sujet de l'assassinat de quatre militants du développement durable est restée sans réponse. Dans d'autres cas, les États consultent la société civile pour préparer leur VNR, mais sont sélectifs quant aux voix qu'ils choisissent d'entendre et aux questions qu'ils soulignent. En 2018, le gouvernement **suisse** a préparé son VNR avec la participation active de la société civile, mais a ensuite présenté une version qui omettait une section clé pour la société civile, sur les impacts des institutions financières suisses sur les inégalités économiques mondiales.

Certains gouvernements incluent la société civile dans leurs délégations, mais le temps limité qui leur est alloué restreint leurs voix. C'est ce qui s'est produit lorsque le gouvernement du **Canada** a invité le grand chef Wilton Littlefoot, représentant des Premières nations, à se joindre à sa délégation sur le podium pour présenter son VNR. Si sa présence a ajouté à la diversité de la délégation, elle n'a semblé qu'un geste symbolique, puisqu'il n'a pas eu le temps de s'exprimer au cours des débats : le déni de la voix des groupes exclus a été bien symbolisé.

Pour d'autres États, il n'y avait aucune chance que la société civile soit impliquée dans les processus VNR. Sur les 46 États examinés en 2018, sept – **Bahreïn, Égypte, Laos, Arabie saoudite, Soudan, Émirats arabes unis, et Vietnam** – ont fermé leur espace civique et n'offrent donc aucune possibilité à la société civile de s'exprimer sur les progrès réalisés en matière d'ODD. Certains représentants de la société civile craignaient, à juste titre, de subir des représailles de la part du gouvernement s'ils posaient des questions dans un tel cadre public.

Bien que l'ONU n'ait pas encore mis en place un mécanisme pour inclure la contribution de la société civile dans le processus formel d'examen, la

société civile a de plus en plus pris l'initiative de produire **ses propres rapports** pour compléter les VNR, faisant tout ce qui est en son pouvoir pour souligner les questions clés et demander plus de place dans ce processus. Quand le processus VNR sera revu en 2019, la société civile insistera pour le rendre plus ouvert et inclusif, et donc plus efficace.

DES PROGRÈS PARTIELS : LE PACTE MONDIAL POUR LES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS

L'**objectif 10** des ODD – et plus précisément sa cible 10.7 – s'engage à «une migration ordonnée, sûre, régulière et responsable», notamment par le biais de «politiques migratoires bien gérées». Alors que la migration est un phénomène aussi ancien que la civilisation humaine, l'objectif 10 reflète le fait que nous vivons dans un monde où de plus en plus de gens sont en mouvement. Le nombre mondial de migrants internationaux a atteint **244 millions** en 2015, dont plus de 150 millions sont des travailleurs migrants, une partie essentielle d'une économie mondialisée. Dans le même temps, les conflits, l'insécurité, la répression et la pauvreté ont déraciné des populations. Pour la première fois dans l'histoire, le nombre de réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile **a dépassé** les 65 millions. Si les ODD sont censés «**n'abandonner personne**», alors il faut prêter attention aux migrants et aux réfugiés qui ont souvent le moins accès aux droits. Mais alors que la plupart des réfugiés **se trouvent** dans les pays du Sud, ces mouvements de population sans précédent ont été pris d'assaut par les populistes de droite, en particulier dans le Nord (**voir section 2**), ce qui a alimenté une vague de rhétorique anti-migrants, de discours haineux, de violence et de discrimination, et conduit à des approches gouvernementales plus sévères de la migration.

L'ampleur du mouvement international des personnes a exigé une réponse internationale. En septembre 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté **la Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants**, dans laquelle les États se sont engagés à «protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales de toutes les personnes, en transit et après leur arrivée», bien que les actions ultérieures de nombreux États ne l'aient manifestement pas respecté. La Déclaration de New York a conduit à l'élaboration de deux pactes mondiaux : un **Pacte mondial pour les réfugiés** et un **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières** (connu sous le nom de Pacte mondial pour les migrations).

“

POUR LA
PREMIÈRE FOIS
DANS L'HISTOIRE,
LE NOMBRE DE
RÉFUGIÉS, DE
PERSONNES
DÉPLACÉES ET
DE DEMANDEURS
D'ASILE A DÉPASSÉ
LES 65 MILLIONS.

”

Après un processus de consultation qui a comporté une série de discussions et de réunions en 2017, suivies de consultations formelles sur des projets successifs entre février et juillet, l'Assemblée générale des Nations Unies a **adopté** le Pacte mondial pour les réfugiés en décembre, 181 États membres ayant voté pour et deux États – la **Hongrie** et les **États-Unis**, qui ont tous deux adopté une approche hostile de la migration – ayant voté contre. Bien qu'il ne soit pas juridiquement contraignant, le Pacte mondial pour les réfugiés vise à «renforcer la réponse internationale aux mouvements massifs de réfugiés et aux situations de réfugiés prolongées, et à mieux définir la coopération pour partager les responsabilités».

Les négociations conduisant au Pacte mondial pour la migration, plus controversé, ont débuté en 2016, à la suite de **l'arrivée** de plus d'un million de migrants et de réfugiés en Europe. Si les partisans du Pacte estiment qu'il favorisera la coopération et améliorera le traitement des migrants et des réfugiés par les États, ceux qui s'y opposent affirment qu'il empiète sur la souveraineté nationale et encouragera la migration illégale. **Selon l'ONU**, il s'agit «du premier accord négocié au niveau intergouvernemental, préparé sous les auspices des Nations Unies, pour couvrir toutes les dimensions de la migration internationale d'une manière holistique et globale».

Mais selon les analystes et les défenseurs des droits des migrants et des réfugiés, le Pacte mondial pour les migrations présente au moins trois **faiblesses** principales. Premièrement, il existe une tension claire entre ses affirmations simultanées des droits des migrants et de la souveraineté nationale, ce qui se traduit par un langage vague sur la manière dont la communauté internationale devrait traiter avec les pays qui ne protègent pas les droits des migrants, et ouvre la porte à une impunité persistante. Deuxièmement, il n'est pas contraignant et comporte des dispositions faibles sur les mécanismes de mise en œuvre, de suivi et d'examen, qui sont pour la plupart laissés à la discrétion de chaque État participant. Troisièmement, de nombreux États ont finalement refusé de le signer.

Alors que 192 États membres – **tous à l'exception des États-Unis** – ont approuvé le texte final du Pacte mondial sur la migration en juillet, **164 États** seulement l'ont signé lors de la **cérémonie** d'adoption à Marrakech, **Maroc**, en décembre. Plusieurs États – dont l'Australie, l'Autriche, la Bulgarie, le Chili, la Croatie, la République dominicaine, la Hongrie, l'Italie, Israël, la Lettonie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Suisse – ont annoncé qu'ils ne **participeraient pas** au sommet de Marrakech. Après Marrakech, un vote de l'Assemblée générale de l'ONU en faveur du Pacte n'a vu que 152 États voter en faveur de ce dernier, et 5 – la République Tchèque, la Hongrie, Israël, la Pologne et les États-Unis – ont voté contre.

Le Pacte mondial sur la migration s'est confronté au climat de plus en plus hostile aux migrants dans de nombreux pays. Entre juillet et décembre, un grand nombre d'opposants de droite se sont affirmés, appelant leurs gouvernements à ne pas signer le Pacte au nom de la souveraineté nationale et du contrôle des migrations. Des groupes d'extrême droite ont marché contre le Pacte en **Belgique**, et lorsque le Parlement et le Premier ministre l'ont soutenu, un partenaire clé de la coalition s'est retiré du gouvernement, entraînant **l'effondrement** de la coalition au pouvoir (**voir section 2**). En Allemagne, le parti Alternative pour l'Allemagne a organisé des manifestations. Au Royaume-Uni, au milieu de la fièvre de la politique du Brexit, une pétition en ligne signée par **plus de 100 000 personnes** a exhorté le gouvernement à ne pas signer le Pacte. Le gouvernement britannique a signé, mais a précisé que l'accord n'étant pas contraignant, il n'entraînerait pas de limites à la capacité du Royaume-Uni d'établir sa propre politique migratoire, de plus en plus stricte. Le Pacte a suscité l'opposition et la **division** dans une grande partie de l'Europe : le ministre **slovaque** des Affaires étrangères, Miroslav Lajčák, a **démissionné** en signe de protestation lorsque le parlement de son pays a voté contre le Pacte.

Parmi ceux qui ont renversé leur position sur le Pacte mondial sur la migration entre juillet et décembre, le gouvernement **autrichien** de droite (**voir section 3**) a affirmé que le pacte brouillerait la frontière entre migration légale et illégale, tandis que le gouvernement **australien** a déclaré que l'accord

limiterait sa politique frontalière stricte (*voir section 3*). Le gouvernement d'Israël a adopté une position similaire, déclarant qu'il continuerait à protéger ses frontières contre les «infiltrations illégales». L'administration Trump a **prétendu** que l'approche globale du Pacte n'était pas compatible avec la souveraineté des Etats-Unis. En janvier 2019, le président brésilien Bolsonaro a **confirmé** que son pays se retirait du Pacte.

En l'état actuel des choses, les deux Pactes mondiaux, bien qu'ils constituent une réalisation en termes de promotion des normes internationales, semblent vulnérables à la réaffirmation actuelle du nationalisme et de la souveraineté présidentielle, et à la poussée du populisme de droite. Il incombera à la société civile d'être garant de l'esprit des accords, de convaincre ceux qui s'y opposent et de faire en sorte que les gouvernements rendent compte des belles promesses auxquelles nombre d'entre eux se sont engagés.

AU-DELÀ DU NÉOLIBÉRALISME : LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE G20

L'argent circule beaucoup plus librement que les gens. Le néolibéralisme économique mondialisé est l'orthodoxie économique depuis les années 1980, mais le mécontentement s'est accru en raison de l'inégalité croissante, de l'insécurité personnelle, de la précarité de nombreux emplois et moyens de subsistance, de l'insuffisance ou de l'absence de services publics et des impacts environnementaux. Les critiques proviennent à la fois des rangs croissants des populistes de droite et des voix progressistes, y compris celles de la société civile. Le chapitre du présent rapport consacré aux protestations sur des questions quotidiennes (*voir section 1*) explique en détail comment la colère au sujet des questions matérielles et économiques – prix des denrées alimentaires et du carburant, emploi et droits du travail,



Le sommet du G20, à Buenos Aires, en Argentine, a été reçu par des manifestations.

Crédit: Nacho Sánchez/Getty Images

logement et services publics, inégalité et corruption – a souvent été le point de bascule qui a poussé les gens à protester et a mis en lumière les frustrations de longue date face aux élites politiques et économiques.

En s'attaquant au «mondialisme», les dirigeants populistes de droite réaffirment les notions de souveraineté économique nationale, prennent des mesures unilatérales et se retirent des accords commerciaux. Tout au long de 2018, les **États-Unis** et la **Chine** ont été les principaux acteurs d'une guerre commerciale de plus en plus intense, dans une escalade de mesures réactives, en violation flagrante des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), chacun **accusant** l'autre de violer des accords multilatéraux. Leur course à l'augmentation des droits de douane sur les produits d'exportation des autres pays a fait craindre une véritable guerre commerciale entre superpuissances, impliquant **d'autres pays** également. Cela aurait un impact majeur, en termes de prix des biens et de leur disponibilité, non seulement sur les citoyens des deux pays, mais aussi sur de nombreux autres : les tarifs de l'acier et de l'aluminium, par exemple, ont affecté le **Canada**, le **Japon**, le **Mexique**, la **Corée du Sud** et les pays de l'UE, qui ont pu riposter, **mais pas les petits pays** et économiquement plus faibles qui ont été touchés.

Là encore, la tendance était de s'éloigner d'un ordre multilatéral fondé sur des règles pour s'orienter vers la négociation d'accords commerciaux **bilatéraux** en dehors des circuits établis par les organisations multilatérales. Bien que l'OMC ait longtemps fait l'objet de critiques de la part de nombreux membres de la société civile, le risque est que l'OMC ne soit pas réformée ou remplacée par un organisme plus progressiste, démocratique et responsable, mais plutôt mise sur la touche en faveur d'un organisme plus difficile à aborder, à influencer et à responsabiliser. Le danger est que l'idée que tout peut être unilatéralement outrepassé, y compris les normes et accords établis, soit normalisée. Pour la société civile, les différends commerciaux et les négociations frénétiques visant à éviter une guerre commerciale ouverte ont créé une situation dans laquelle les droits de l'homme et les considérations environnementales risquent de plus en plus d'être lésés par les intérêts économiques nationaux.

La critique de l'ordre économique existant formulée par de nombreux membres de la société civile a fait valoir d'autres visions d'un système fondé sur des règles qui place les droits de l'homme, la protection de l'environnement, l'égalité économique, des services publics adéquats et un travail et une rémunération décentes au cœur des préoccupations. Cela signifie que, même si la société civile progressiste s'est parfois retrouvée au côté des populistes de droite pour critiquer la **récente vague** de vastes accords commerciaux, l'éthique derrière cette critique était très différente : la société civile a souligné les impacts probables sur les emplois, les droits du travail et les services publics, les normes environnementales et sanitaires, et a attiré l'attention sur le secret dans lequel les accords étaient conclus et sur le pouvoir que ceux-ci confèrent aux sociétés privées.

Les accords commerciaux ont continué à être contestés sur plusieurs fronts en 2018. Début mars, des militants **néo-zélandais** ont organisé des **manifestations** nationales contre le **Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership** (TPP) qui sera signé au **Chili** par 11 pays des Amériques, d'Asie et du Pacifique, dont la Nouvelle-Zélande, quelques jours plus tard. Il s'agit du TPP révisé, renégocié après que le Président Trump en ait retiré les États-Unis en 2017. Comme lors de la signature de l'accord précédent, les manifestants sont descendus dans la rue pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme un processus hautement antidémocratique menant à un accord qui transférerait le pouvoir des citoyens aux entreprises. Les détracteurs de l'accord se sont plaints de l'absence de consultation publique et ont averti que l'accord pourrait être utilisé pour bloquer l'adoption de lois environnementales et sanitaires. Ils se sont également inquiétés du **système de règlement des différends entre investisseurs et États** qui permet aux entreprises de poursuivre les pays en justice. Les Néo-Zélandais **sont retournés dans la rue** en octobre, lorsque le TPP a franchi l'étape de la troisième lecture au Parlement de la Nouvelle-Zélande, ouvrant ainsi la voie à sa ratification. Les voix de la société civile en Nouvelle-Zélande et ailleurs continueront de s'opposer à l'accord et de dénoncer ses failles.

La pression de la société civile s'est également exercée sur les institutions

financières internationales qui façonnent notre monde, mais sur lesquelles nous n'avons guère d'influence. En juillet, avant l'examen de la politique de conditionnalité du Fonds monétaire international (FMI), plus de 50 OSC, dont des réseaux, des syndicats, des groupes de réflexion, des groupes de femmes, des universitaires et des militants contre la pauvreté, ont appuyé une **lettre ouverte** demandant au FMI d'adopter une nouvelle approche axée sur les droits humains et le développement durable. Alors que l'institution financière s'apprêtait à revoir les exigences qu'elle impose aux États lorsqu'elle leur prête de l'argent, la société civile l'a exhortée à repenser une politique de prêt qui a forcé les gouvernements à imposer des mesures d'austérité réduisant les salaires et les droits des travailleurs, avec des effets dévastateurs sur les droits humains, les inégalités et les moyens de subsistance. La société civile continuera de s'efforcer de démocratiser le FMI et les autres institutions financières internationales.

Les réunions annuelles du G20, qui regroupe les plus grandes économies du monde, offrent également un point de mire permanent pour le plaidoyer de la société civile. Précédés d'une série de réunions plus modestes tout au long de l'année, les dirigeants des pays du G20 ont tenu leur sommet annuel dans la capitale **argentine**, Buenos Aires, fin novembre et début décembre. Le G20 est devenu un centre de plaidoyer, en particulier de la société civile argentine et latino-américaine, pour remettre en question les politiques néolibérales et placer les considérations relatives aux droits humains au cœur de ses accords sur des questions telles que les infrastructures, les investissements et le commerce.

Corina Rodríguez de **Development Alternatives with Women for a New Era** (DAWN) faisait partie de ce processus. Elle décrit l'engagement et les protestations de la société civile autour du sommet du G20, qu'elle considère comme faisant partie d'une tendance plus large de résistance contre le néolibéralisme économique, qui a inclus l'action de la société civile dans le cadre d'une **réunion de l'OMC** tenue en Argentine en 2017 :

La résistance est mondiale. Autant pendant la réunion de l'OMC que pendant le sommet du G20, auxquels j'ai pu participer parce qu'ils se sont tenus en Argentine, il y a eu une forte présence argentine et latino-américaine. Je pense que cela peut s'expliquer par deux facteurs : la distance physique qui nous sépare du reste du monde et la force de l'activisme autour de ces questions en Amérique latine.

Quels que soient les militants qui ont pu ou voulu y assister, ce qui suscite des protestations contre le G20 mondial, c'est précisément la nature de son objectif. Le G20 comprend les économies les plus grandes et les plus concentrées du monde. Si l'on inclut les pays qui forment

“

LA PRESSION DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE
S'EST ÉGALEMENT
EXERCÉE SUR LES
INSTITUTIONS
FINANCIÈRES
INTERNATIONALES
QUI FAÇONNENT
NOTRE MONDE, MAIS
SUR LESQUELLES
NOUS N'AVONS
GUÈRE D'INFLUENCE.

”

l'UE, qui sont collectivement un membre du G20, elle représente 85 pour cent du produit brut mondial. Les décisions prises et les accords conclus par les gouvernements de ses pays membres affectent le monde entier. Il est donc naturel que la résistance contre le G20 ait un caractère mondial, même si sa composition varie en fonction du lieu où se tiennent les sommets annuels.

La société civile s'est attachée à dénoncer les implications pour les droits de l'homme induites par le type de politiques promues par les gouvernements des pays du G20 et, fondamentalement, l'impact des décisions prises concernant la concentration des capitaux et les actions des multinationales sur le terrain. Nous avons affirmé que la dynamique mondiale actuelle conduit à une augmentation scandaleuse des inégalités et à la violation systématique des droits de l'homme, et nous avons fourni des preuves claires, principalement à partir de cas liés aux actions des entreprises extractives. L'autre message général est un message de résistance : nous devons collectivement résister aux politiques menées par les pays du G20 et construire ensemble une économie alternative et une société différente.

Au cours du sommet, divers courants de la société civile ont organisé des manifestations de rue. Cependant, à la suite des **violences** du sommet du G20 de Hambourg (**Allemagne**) en 2017, le contexte a été marqué par un renforcement de la sécurité, le centre-ville étant bouclé, ce qui signifie que les manifestations ne pouvaient avoir lieu qu'à une grande distance du lieu du sommet. En outre, le Conseil latino-américain des sciences sociales a organisé un contre-sommet, le **premier Forum mondial sur la pensée critique**, la semaine précédant le sommet du G20.

Corina décrit certaines des autres actions de la société civile autour du G20, y compris la participation aux espaces institutionnels limités mis à la disposition de la société civile par le G20, où de nombreux membres de la société civile ont dû faire face au dilemme classique de la participation à des

processus imparfaits et de leur légitimation potentielle, ou de leur exclusion et de la possibilité de perdre une opportunité d'influence :

J'appartiens à une organisation féministe du Sud global et j'ai donc été particulièrement impliquée dans le travail du Forum féministe. Nous avons organisé quelque chose de très similaire à ce qui avait été fait lors de la réunion de l'OMC en Argentine en 2017 – une semaine d'action qui était initialement considérée comme une action en parallèle du G20 mais qui s'est transformée en action contre le G20. Différents types d'actions et d'interventions ont été mis en place. Le Forum féministe a organisé une journée de formation en économie féministe. Il y a eu quelques jours où d'autres débats académiques ont eu lieu. Des tables rondes ont été organisées sur les différents thèmes abordés dans ces forums multilatéraux, de l'industrie extractive à l'économie numérique. Et puis il y a eu quelques jours d'action de rue : le premier jour, des débats et des tables rondes ont eu lieu dans des tentes montées dans la rue, l'une d'elles étant celle du Forum féministe. Nous y avons organisé une discussion, organisé un tribunal où des cas de violations des droits de l'homme perpétrés par des sociétés transnationales ont été présentés, ainsi qu'une réunion du Forum féministe pour discuter de la stratégie et des perspectives.

*Les membres du mouvement de résistance contre le G20 n'ont pas une seule posture concernant les espaces institutionnels. La décision de DAWN a été d'en tirer avantage, et en tant que représentante de DAWN, j'ai participé à l'**Observatoire des défenseurs des droits des femmes**, chargé de veiller au respect du plan de mise en œuvre des points d'accord de base approuvés l'année précédente par le groupe d'engagement du G20 sur les questions des femmes, les W20. Nous avons organisé des activités aux niveaux local et national et produit des notes d'orientation et d'autres documents écrits pour influencer ceux qui participeraient aux réunions et négocieraient les déclarations du G20. Nous avons principalement travaillé avec les*

groupes d'affinité du G20, et en particulier nous avons déployé beaucoup d'activités autour des réunions des groupes de travail et des sommets du **W20** et du **C20** (le groupe de la société civile). Il y avait également une participation féministe dans un troisième groupe d'affinité, le **T20** (des groupes de réflexion), qui comprenait un groupe de travail sur le genre.

La participation au W20 a été très controversée au sein du mouvement féministe, et ce fut difficile. Nous n'étions pas présents en tant que délégués, bien que nous ayons participé de l'intérieur pour définir nos positions dans le W20. Cela a provoqué de nombreuses discussions avec des collègues qui croyaient que la participation interne avait un effet de légitimation et de validation. Ce sont là des arguments valables, mais ma conclusion, après avoir été à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ces espaces, est que c'était une bonne idée pour nous de rester et pour certains collègues d'autres organisations d'accepter le rôle de délégués, car sinon la déclaration du W20 aurait été bien pire que ce qu'elle était réellement. Il était très important qu'il y ait des voix féministes, et que ces voix soient les nôtres, parce que la personne que le gouvernement argentin a nommée pour diriger le W20 était une femme d'affaires avec une perspective qui n'était pas le moins du monde féministe, mais en outre assez paternaliste et complètement différente de la réalité dans laquelle la plupart des gens vivent.

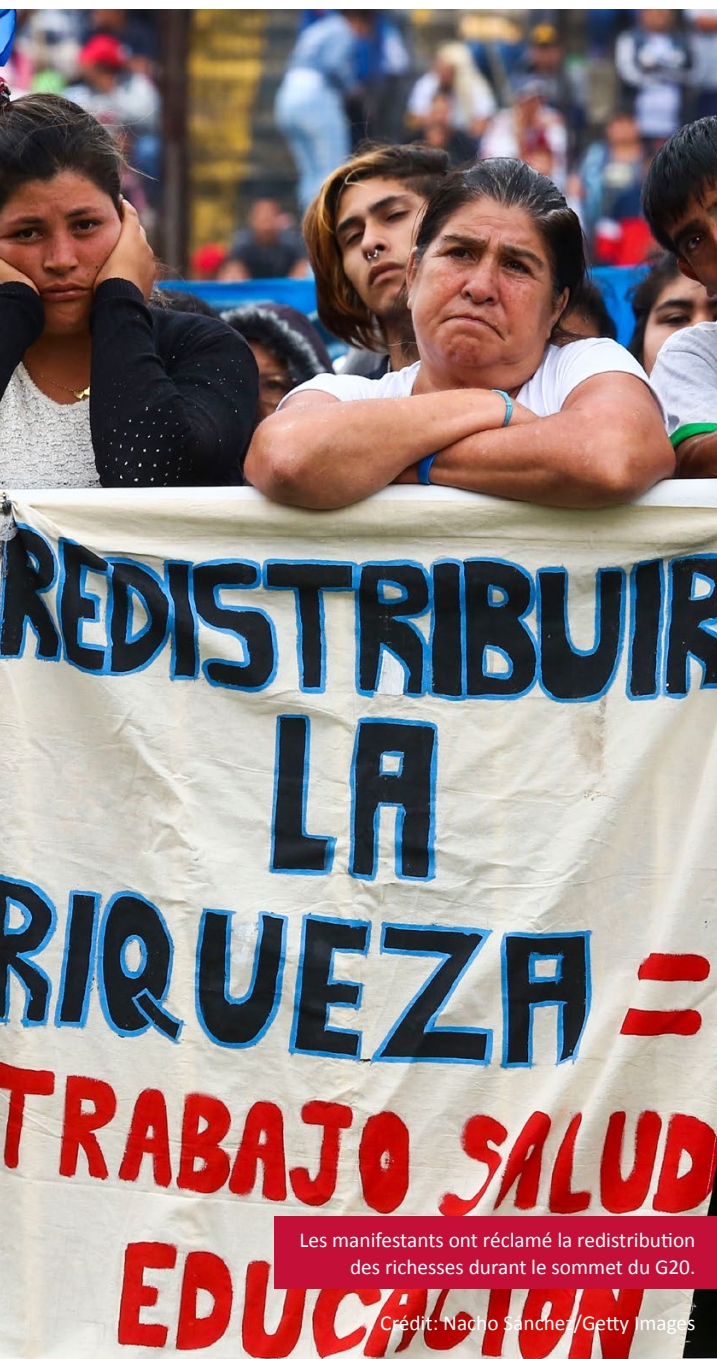
Le défi pour la société civile, en répondant à l'ordre économique mondial et en suggérant quelque chose de mieux, consiste en partie à relier ce qui, à l'heure actuelle, semble être une série de réponses dispersées et sectorielles. Le G20 présente un défi particulier : étant donné que le sommet se déplace d'un pays à l'autre chaque année, et que nombre de ceux qui y participent ne peuvent le faire que lorsque la réunion est proche, il peut s'avérer difficile de maintenir les interactions et les réponses. C'est une difficulté que Corina identifie :

Même s'il est évident que nous ne sommes pas tous toujours partout, nous faisons partie de la résistance lorsque le G20 se réunit dans notre pays, et nous espérons que les organisations et mouvements sociaux des autres pays feront de même lorsque leur tour viendra. DAWN est une organisation du Sud et a des membres en Argentine, il était donc naturel pour nous de nous impliquer lorsque les réunions du G20 se sont tenues en Argentine. Mais nous n'envisageons pas du tout de nous mobiliser en 2019 lorsque le G20 se réunira au **Japon**. Cette fois-ci, il nous a été facile de participer, et ne pas le faire aurait été une occasion manquée de participer activement à cette coalition de résistance à laquelle nous avons déjà participé d'une autre manière et à d'autres occasions. Nous avons pensé que nous devions profiter du fait que cela se passait à Buenos Aires pour que notre résistance publique serve à informer les citoyens sur

“

LA PARTICIPATION
AU W20 A ÉTÉ TRÈS
CONTROVERSÉE AU
SEIN DU MOUVEMENT
FÉMINISTE.

”



Les manifestants ont réclamé la redistribution des richesses durant le sommet du G20.

Crédit: Nacho Sanchez/Getty Images

ce qu'est le G20, ses implications et ses impacts, ainsi qu'à contrer le récit des succès diffusé par le gouvernement argentin. Mais l'action contre le G20 ne fait pas partie de nos priorités stratégiques : nous ne suivrons pas le G20 dans le monde entier.

Le sommet de cette année était une anomalie relative, car peu de pays du Sud sont membres du G20. Nous espérons qu'en 2019, la société civile japonaise prendra le relais ; il serait naturel que la résistance contre le G20 soit dirigée par des organisations et des militants asiatiques. Alors que certaines grandes organisations sont basées dans le Nord global et ont les moyens d'aller partout, la logique indique que la mobilisation sera, elle, principalement locale et régionale.

Si les contraintes de ressources sont un facteur limitant la réaction de la société civile, les forces du populisme de droite et du nationalisme économique étroit ([voir section 3](#)) auxquelles la société civile est confrontée dans de nombreux endroits ont des poches profondes. Il y a beaucoup à faire, conclut Corina, pour établir un lien avec les préoccupations réelles des gens et changer les attitudes actuelles de la société civile, souvent défensives et essayant d'empêcher une régression des acquis, afin de leur proposer des alternatives progressistes qui encouragent à la résistance :

L'activisme mondial, et en particulier celui qui se développe dans ces espaces multilatéraux, est fortement déconnecté des expériences des gens sur le terrain. D'une manière générale, les progressistes ont de grandes difficultés à comprendre les expériences et les choix des gens, par exemple pourquoi les Brésiliens ont voté pour Jair Bolsonaro au [Brésil \(voir section 3\)](#), ou pourquoi les Philippins continuent à soutenir Rodrigo Duterte aux [Philippines](#). Les gens qui vivent dans une position de privilège relatif sont généralement incapables d'imaginer comment les gens vivent dans les bidonvilles de notre métropole. Nous devrions nous efforcer de comprendre la mentalité d'une femme dont le fils est tué par la drogue et qui veut que l'armée intervienne et se débarrasse des trafiquants de drogue. En bref, l'activisme mondial doit renouer avec les expériences réelles des gens sur le terrain.

D'une manière générale, l'environnement actuel est hostile et la résistance est la priorité. Je ne pense pas que nous soyons encore à un stade proactif de construction d'alternatives ; notre impératif numéro un est de résister et de protéger les petites réalisations que nous avons obtenues grâce à tant d'efforts au fil des décennies et qui ont renforcé les droits et institutionnalisé les politiques d'égalité. Bien qu'en dernière analyse, la préservation de ces réalisations dépendra de la construction d'une vision alternative qui nous permette d'arrêter les forces régressives, nous n'en sommes malheureusement pas encore arrivés là. Au point où

nous en sommes aujourd'hui, tout effort pour construire un nouveau paradigme serait extrêmement superficiel. Les mouvements progressistes, du moins en Amérique latine, et potentiellement partout ailleurs où l'extrême droite est en hausse, ont besoin de toute urgence d'une auto-évaluation critique, sans laquelle ils ne pourront guère aller dans une quelconque direction. Compte tenu d'expériences comme celles du Parti Travailleuse au Brésil, qui ont d'abord suscité tant d'espoir mais qui ont fini par créer un terrain fertile pour que les gens se tournent vers quelqu'un comme Jair Bolsonaro, les progressistes devraient au moins se demander ce qui a été mal fait, comme condition préalable à l'élaboration d'un nouveau discours progressiste.

En tant que féministe et femme latino-américaine, mon espoir repose sur le fait que, dans notre région, le féminisme travaille sur le terrain depuis des années et, par conséquent, il est aujourd'hui plus que jamais nourri par les diverses expériences de vie de femmes réelles et des gens en général. C'est pourquoi il est pluriel et moins classiste que jamais auparavant. S'il est un mouvement social qui a encore une vitalité pratiquement incompréhensible dans ce sombre contexte, c'est bien le féminisme. Cela en fait l'un des acteurs sociaux les plus pertinents à la fois pour soutenir la résistance et pour construire une alternative.

VERS UN TRAITÉ CONTRAIGNANT SUR LES CORPORATIONS ET LES DROITS HUMAINS

Aider à l'élaboration d'un nouveau traité est l'un des moyens par lesquels la société civile s'efforce de faire une différence dans l'ordre économique mondial actuel et de tenir les entreprises responsables des pouvoirs

largement étendus que le néolibéralisme leur a conférés.

En 2014, le HCR a adopté une **résolution** qui a lancé un processus visant à établir un traité contraignant pour réglementer les activités des sociétés transnationales et les tenir responsables des violations des droits humains en vertu du droit international. Le traité comblerait une lacune importante qui est apparue dans l'architecture internationale à mesure que les grandes entreprises, en particulier les organisations transnationales, ont acquis un pouvoir parfois égal ou supérieur à celui des États.

Les **éditions** précédentes de ce rapport ont suivi le **processus** du traité. Un groupe de travail intergouvernemental à durée non limitée chargé d'élaborer le texte du traité a été créé et a tenu trois sessions, en juillet 2015, octobre 2016 et octobre 2017. Les éléments du projet de traité juridiquement contraignant ont été **publiés** en septembre 2017 et, en juillet, un **avant-projet** a été présenté, suivi d'un **projet de protocole optionnel**. Lorsqu'une quatrième session du groupe de travail intergouvernemental s'est tenue en octobre, les négociations ont commencé sur la base de ces projets.

Fernanda Hopenhaym, du **Project on Organizing, Development, Education, and Research** (PODER), une OSC régionale basée au **Mexique**, explique pourquoi de nombreux membres de la société civile voient la nécessité d'un traité contraignant sur les entreprises et les droits humains :

Les entreprises jouent un rôle clé dans l'économie mondiale et détiennent un pouvoir croissant. Les liens public-privé se sont approfondis, la séparation entre les sphères d'action des élites économiques et des gouvernements est devenue très ténue, ce qui a contribué à ce que les mécanismes étatiques ne parviennent pas à réglementer et à équilibrer efficacement les intérêts des entreprises avec l'intérêt public. C'est pourquoi il est essentiel que les citoyens organisés concentrent leurs efforts sur l'obligation de rendre des comptes, le renforcement des normes de transparence et la reconnaissance de la responsabilité des entreprises pour les impacts négatifs de leurs activités sur les droits de l'homme et l'environnement.

*Il existe de nombreux exemples d'abus commis par des entreprises qui n'ont pas été traités efficacement par les États. Le cas le plus connu au Mexique est celui du fleuve Sonora, où le pire déversement s'est produit dans l'histoire de l'exploitation minière du pays. Quarante millions de litres de sulfate de cuivre ont été déversés, qui ont contaminé deux rivières et touché près de 25 000 personnes. Le coupable, une entreprise d'une puissance énorme, a jusqu'à présent réussi à **se soustraire à ses obligations** d'indemnisation et a même obtenu de nouveaux permis pour agrandir la mine où le déversement s'est produit. En **Équateur**, il y a le cas de Chevron-Texaco, qui a causé une pollution dues aux hydrocarbures dans les territoires des communautés autochtones, qui **demandent** réparation et justice depuis des décennies. Au **Brésil**, le cas de la **mine de Samarco**, qui a provoqué l'effondrement d'un barrage, est particulièrement frappant. Il en a résulté une pollution terrible de la rivière Doce, atteignant même l'océan et causant la mort et la désolation dans les communautés de Mariana. Je pourrais donner d'autres exemples en Amérique latine et ailleurs, d'entreprises qui causent du tort en toute impunité et qui ne sont pas tenues responsables.*

La société civile travaillant dans le domaine des droits de l'homme a de plus en plus identifié les abus commis par les entreprises comme l'une des racines des problèmes qu'elle cherche à résoudre. C'est pourquoi la mobilisation en faveur de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et les droits de l'homme a mobilisé un si large éventail d'acteurs de la société civile, y compris des mouvements aussi divers que les écologistes, les paysans, les féministes, les travailleurs et les groupes autochtones. Un instrument de cette nature permettrait de s'attaquer à certains des problèmes qui affaiblissent le rôle des États en tant que garants des droits de la personne, comme la nature transnationale du grand capital et le fait que les impacts négatifs ne respectent pas les frontières entre les juridictions.

Grâce à cette compréhension, la mobilisation de la société civile autour du traité a été soutenue pendant des années, impliquant de multiples parties prenantes et explorant une grande variété de tactiques et d'espaces, comme le souligne Fernanda :

La mobilisation des organisations, réseaux et mouvements a été énorme ces dernières années. Elle a englobé non seulement la participation à des espaces formels, tant à l'ONU qu'au sein des pays, mais aussi la création de ses propres espaces, les manifestations publiques, le plaidoyer, les communications et la production d'analyses et de contenus pour soutenir le processus du traité. Dans tous ces cas, la participation de la société civile latino-américaine a été importante.

*Les deux plus grandes coalitions sont l'**Alliance pour un Traité**, une plate-forme mondiale très large qui encourage la participation de la société civile aux travaux ayant abouti au traité et appelle les États à y participer efficacement, et la **Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir des entreprises**, qui travaille sur ce programme en plus d'autres questions liées aux violations des droits humains par les entreprises. Un autre espace très intéressant est celui de **#Feminists4BindingTreaty**, qui inclut des groupes, des organisations et des individus qui promeuvent l'inclusion d'une perspective de genre dans le processus des traités. Enfin, PODER et ses partenaires dans la région dirigent une coalition d'organisations latino-américaines pour diffuser l'information et ajouter des voix à ce processus.*

La société civile, après s'être largement engagée dans ce processus, critique le projet actuel comme étant loin de répondre à ses attentes. Comme le dit Fernanda, il y a encore beaucoup de travail à faire :

L'avant-projet est encore un document timide, qui met beaucoup l'accent sur l'accès à la justice et peu sur la prévention des dommages. Mais il jette des bases importantes et nous donne quelque chose de concret sur lequel nous pouvons entamer des négociations.

Une question clé qui nous préoccupe est l'importance insuffisante accordée à l'établissement de la primauté des droits humains sur les intérêts et les accords en matière de commerce et d'investissement. D'autres questions qui devront être affinées concernent le type d'entreprises auquel le texte se réfère, ainsi que les questions de compétence – en particulier, l'équilibre entre le renforcement du pouvoir des États d'agir dans leur juridiction et leurs obligations extra territoriales. Parmi les sujets qui ont été inclus, mais qui ont besoin d'être clarifiés, mentionnons les suivants : la diligence requise en matière de droits humains, les clauses sur les conflits d'intérêts et la création d'un mécanisme pour surveiller et tenir les entreprises responsables. Certaines questions fondamentales pour la société civile ont également été laissées de côté, notamment la mise en place de protections pour les défenseurs des droits humains et l'introduction d'une perspective de genre.

Tout au long de ce processus, il y a eu beaucoup de résistance, en particulier de la part de l'UE et des États-Unis. En outre, les pays d'Amérique latine ne sont pas parvenus à des positions unifiées, et il est très peu probable qu'ils le fassent maintenant. C'est pourquoi le processus de négociation et la production d'autres versions du traité prendront probablement des années, et ce n'est qu'après que le traité sera publié. A partir de là, il y aura une autre étape menant à sa signature et à sa ratification.

Il semble clair que le processus sera long, mais, comme le conclut Fernanda, la société civile impliquée dans le processus s'est engagée à s'y atteler et à faire le maximum :

Au sein de la société civile, nous resterons actifs et vigilants, car nous pensons que ce processus est une bonne occasion de surmonter les obstacles pour garantir la protection des droits de l'homme au niveau mondial et de mieux réglementer le pouvoir transnational des entreprises. Ce n'est pas une solution miracle, mais nous sommes convaincus que ce sera un pas en avant.

LÀ OÙ LA SOCIÉTÉ CIVILE A FAIT TOUTE LA DIFFÉRENCE : L'ACCORD D'ESCAZÚ

Comme il ressort clairement de ce qui précède, la société civile latino-américaine est particulièrement préoccupée par l'impact sur l'environnement et les droits humains des industries extractives, des mégaprojets d'infrastructure et des grandes entreprises en général. Pour y remédier, la société civile de la région s'est engagée avec succès dans un autre vaste processus de négociation.

Des activistes de Greenpeace ont déployé une banderole sur le monument de la Diane Chasseresse, dans la ville de Mexico, avec pour slogan "L'air du Mexique tue", en protestation contre la pollution.

Crédit: Carlos Tischler/Getty Images



En mars, 24 États d'Amérique latine et des Caraïbes ont adopté l'Accord Régional sur l'Accès à l'Information, la Participation et la Justice en Matière d'Environnement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, connu sous le nom d'**Accord d'Escazú** en référence à la ville du **Costa Rica** où s'est tenu le dernier cycle de négociations.

Comme la Convention d'Aarhus adoptée en Europe en 1998, l'Accord d'Escazú consacre trois piliers de la démocratie environnementale : le droit d'accès à l'information, le droit de participation et de consultation significative et le droit d'accès à la justice en matière environnementale. L'Accord d'Escazú, qui souligne sa pertinence pour la région où le nombre d'**assassinats** de défenseurs des droits de l'homme dans le domaine de l'environnement est toujours le plus élevé et qui consacre l'**impunité** des assassinats, a ajouté un quatrième pilier, axé sur les droits des défenseurs.

Nous avons interrogé **Marcos Orellana** de la Division de l'Environnement et des Droits Humains de **Human Rights Watch** sur l'importance de l'accord pour les défenseurs de l'environnement :

L'Accord d'Escazú reconnaît le droit de vivre dans un environnement sain et exige de chaque État participant qu'il garantisse ce droit dans ses démarches pour respecter le traité. Cette reconnaissance donne aux défenseurs des droits environnementaux une légitimité dans leurs efforts pour garantir un environnement sain pour tous. La société civile d'Amérique latine et des Caraïbes espère vivement que l'accord constituera un jalon sur la voie de la résolution des conflits environnementaux dans la région.

L'Accord d'Escazú, à la différence des Accords mondiaux sur les réfugiés et les migrations, est un instrument contraignant. Elle reconnaît explicitement le rôle des défenseurs des droits de l'homme dans le domaine de l'environnement et l'obligation de l'État de les protéger, notamment par la mise en place d'un régime de protection spécifique articulé à trois niveaux : assurer un environnement sûr pour leur permettre de faire leur travail,

prendre des mesures appropriées et efficaces pour protéger leurs droits et prévenir, enquêter et punir les atteintes qui leur sont portées.

Marcos souligne que la société civile de la région a travaillé pendant des années pour persuader les gouvernements d'adopter un traité sur la démocratie environnementale, et poursuit en décrivant la participation de la société civile à son développement et les victoires qu'elle a obtenues :

La route d'Escazú a été marquée par plus de cinq années de dur labeur après Rio+20, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012. Le processus a été marqué par un dialogue intense entre les gouvernements des pays participants et les groupes de la société civile de la région. Il est rare que les négociations internationales s'ouvrent ainsi pour permettre aux citoyens de prendre la parole en temps réel et d'enrichir le débat de leurs idées et propositions. L'effort a porté ses fruits, car Escazú a fourni des outils pour renforcer la démocratie afin que la promesse d'un développement durable puisse être réalisée dans la pratique.

La société civile a contribué non seulement à influencer le contenu d'Escazú, mais aussi à lancer le processus de négociation. Déjà dans la perspective de Rio+20, des organisations collaborant sous l'égide de The Access Initiative – une coalition travaillant à la promotion des droits participatifs – ont plaidé pour le renforcement du cadre normatif international pour les droits énoncés dans le Principe 10 (P10). P10 est le principe de la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement, adoptée par le Sommet de la Terre en 1992, qui consacre les droits à l'information, à la participation et à la justice en matière environnementale. La société civile a persuadé les pays clés de répondre à l'appel en faveur d'un instrument régional et, pendant les négociations, la société civile s'est organisée en groupes de travail pour analyser et influencer les principaux thèmes de l'instrument régional.

Grâce à un plaidoyer concerté de la société civile, Escazú est le premier traité international qui inclut des protections spécifiques pour les défenseurs de l'environnement.

Comme cela semble le suggérer, l'Accord d'Escazú a marqué un tournant non seulement parce qu'il est contraignant et reconnaît les droits des défenseurs des droits de l'homme, mais aussi parce que la **société civile a la possibilité de participer** à ces négociations. L'Accord d'Escazú offre un modèle de la manière dont la société civile peut être impliquée et dont des accords internationaux plus forts peuvent être conclus en conséquence. **Aída Gamboa**, de l'OSC péruvienne **Droit, Environnement et Droits Humains** (DAR), décrit comment la société civile a fait une énorme différence dans l'accord final :

La question des défenseurs des droits de l'homme est une proposition de la société civile qui n'était pas présente dans la première version de l'accord. Il s'agit sans aucun doute de la plus grande réalisation et d'un jalon historique pour la démocratie environnementale, car aucun autre traité international ne contient de dispositions pour la protection des défenseurs des droits humains. Il en va de même pour l'inclusion des personnes en situation de vulnérabilité : nous avons travaillé d'arrache-pied sur une définition et insisté pour qu'elle soit incluse dans le texte de l'accord.

C'est également la société civile qui promeut des normes d'information socio-environnementale qui doivent être diffusées auprès du grand public. Nous nous sommes battus avec acharnement parce qu'il y avait de nombreux points que les États ne voulaient pas inclure, comme l'enregistrement des agents polluants ou la diffusion d'informations sur les risques et les évaluations des incidences environnementales, qui ont finalement été inclus. C'est également la société civile qui a encouragé l'intégration des principes de prévention, de précaution et de non-discrimination. En outre, beaucoup de travail a été fait pour que la définition du public soit aussi large que possible. Et la société civile a fait pression pour que l'accord ne permette pas de réserves. Bien que nous n'ayons pas obtenu tout ce que nous voulions, nous sommes satisfaits des résultats que nous avons obtenus.

Aída offre un compte-rendu de première main de la participation de la société civile :

*La décision de 2014 qui a établi un comité de négociation a rendu obligatoire la participation du public au processus. Pour permettre la participation, la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui a fait office de secrétariat technique du processus de négociation, a créé et coordonné le **Mécanisme Public Régional**. Plus de 2 000 personnes et organisations se sont inscrites au mécanisme pour recevoir des informations périodiques sur*

“

L'ACCORD D'ESCAZÚ
OFFRE UN MODÈLE
DE LA MANIÈRE
DONT LA SOCIÉTÉ
CIVILE PEUT ÊTRE
IMPLIQUÉE ET DONT
DES ACCORDS
INTERNATIONAUX
PLUS FORTS PEUVENT
ÊTRE CONCLUS EN
CONSÉQUENCE.

”

le processus et participer aux réunions virtuelles et en personne du Comité de négociation. Tous ceux d'entre nous qui ont participé aux réunions en personne avaient le droit de parler au nom du public et de participer à tous les espaces. Ce résultat a été obtenu grâce à une étroite coordination entre la société civile et les représentants élus.

Le DAR a participé au mécanisme public depuis 2015, d'abord virtuellement, puis de manière plus intensive depuis 2016, en participant aux réunions en face à face. En mars 2015, tous ceux d'entre nous qui étaient inscrits ont voté par voie électronique pour l'élection des représentants du mécanisme public. Les représentants de la société civile ont le droit de participer aux réunions du Comité de négociation, aux groupes de travail et à tout autre espace qui pourrait être créé.

Le mécanisme public a donné une voix à la société civile, mais pas de vote. Cependant, dans la pratique, la société civile a eu beaucoup d'influence, car elle a été en mesure d'apporter à la table des propositions préalablement approuvées par un grand nombre d'organisations, de les distribuer aux délégués et de les présenter lors des réunions. La société civile a pu influencer les positions de nombreux délégués gouvernementaux, et nombre de ses propositions, bien que pas toutes, ont été intégrées.

Grâce au soutien financier de fondations internationales, il a été possible d'institutionnaliser un réseau de plus de 30 OSC, connu sous le nom de réseau LACP10. Le réseau de la société civile a fait des commentaires et des observations sur tous les articles du texte proposé par la CEPALC, ainsi que sur ses versions ultérieures. Le texte a également été distribué à tous les contacts et alliés des organisations membres du réseau et leurs contributions ont été recueillies. Ainsi, lorsqu'ils ont participé aux réunions de négociation, les représentants de la société civile ont apporté des commentaires de toutes les organisations de la région qui avaient été impliquées. Nous avons également une stratégie de communication et

d'alliances avec les OSC internationales pour faire connaître l'accord et en discuter plus largement.

*Le travail de la société civile avec les gouvernements qui ont participé au processus a été continu et a dépassé l'interaction avec les délégués gouvernementaux au cours des négociations. Dans chaque pays, les points focaux de la société civile ont rencontré périodiquement les responsables de leurs gouvernements respectifs. Au **Pérou**, le DAR et la **Société Péruvienne du Droit de l'Environnement** ont travaillé en étroite collaboration avec les ministères de l'Environnement et des Affaires Etrangères pour leur présenter les propositions de la société civile nationale et régionale et veiller à ce que les délégués péruviens les intègrent à la proposition nationale. Il en est ressorti des positions plus cohérentes lors des réunions de négociation. En général, il y a eu beaucoup d'interaction entre la société civile et les différents gouvernements, bien que les fonctionnaires de certains pays aient été plus réticents à recevoir des propositions de la société civile.*

Bien que le processus offre un modèle solide, Aída estime qu'il y a place à l'amélioration dans la diversité des voix, en particulier des personnes directement touchées :

Le processus de négociation a été caractérisé par la présence d'OSC plus ou moins grandes de chaque pays, tandis que la participation des communautés et des défenseurs des droits humains (DDH) dont l'accord cherche à protéger les droits était très limitée. Nous aurions voulu qu'un plus grand nombre de dirigeants autochtones aient voix au chapitre dans les négociations, mais le financement de la participation au processus régional était très limité, ce que nous n'avons pu pallier que partiellement en demandant une participation accrue aux processus nationaux et grâce aux réseaux virtuels.

L'Accord d'Escazú a été ouvert à la signature en septembre, lorsque 14 des 33 États d'Amérique latine et des Caraïbes l'ont signé. Comme l'Accord restera ouvert à la signature au cours des deux prochaines années, les OSC

s'emploient maintenant à le faire connaître et à demander à davantage de gouvernements de le signer et de le ratifier. Plus de 33 000 personnes ont signé une **pétition** en ligne demandant à leur gouvernement de signer et de ratifier l'Accord et de faire preuve d'un engagement réel envers la protection des droits humains et de l'environnement. Aída y voit une occasion d'élargir la participation :

Toutes les OSC participantes se sont engagées à promouvoir la signature de l'accord par les gouvernements de leur pays et sa ratification par leurs assemblées législatives. Bientôt, nous mettrons en place une stratégie de plaidoyer pour que le processus de signature et de ratification se déroule plus rapidement. Jusqu'à présent, les OSC de chaque pays travaillent au niveau national en fonction de leurs possibilités, dans le cadre de la stratégie coordonnée que nous commençons déjà à préparer à travers des échanges virtuels.

Dans le cadre du processus de ratification, il sera essentiel que la société civile internationale contribue à la diffusion des efforts de la société civile dans chaque pays et au niveau local. Au Pérou, nous travaillons pour que les citoyens connaissent le contenu de l'accord. Nous pensons qu'il est nécessaire d'élargir la participation et nous faisons des efforts pour porter le contenu de l'accord et le processus de ratification au niveau infranational.

RECONNAÎTRE LA VALEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 2018

L'Accord d'Escazú offre l'espoir que le travail des défenseurs des droits humains sera respecté, défendu et reconnu. Une autre façon dont les défenseurs des droits de l'homme ont reçu à maintes reprises une

reconnaissance internationale est l'attribution du **prix Nobel de la Paix**. En 2018, le Prix a de nouveau été décerné aux défenseurs des droits de l'homme, reçu conjointement par Denis Mukwege de la **République démocratique du Congo** (RDC) et Nadia Murad, **d'Irak**, «pour leurs efforts visant à mettre un terme à l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre et de conflit armé». Reconnaisant le travail de deux courageux défenseurs des droits de l'homme, le prix a souligné le travail que beaucoup d'autres comme eux réalisent pour défendre les droits de l'homme, dans de nombreux pays jour après jour.

Cette reconnaissance fait suite à l'attribution antérieure du Prix qui célébrait le travail de la société civile : en 2017, la **Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires** a reçu le Prix pour son rôle moteur dans la promotion du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Parmi les lauréats précédents figuraient le Quatuor **tunisien** pour le dialogue national et plusieurs militants des droits des femmes, des droits des enfants, des jeunes et de la paix, dont Leymah Gbowee du **Libéria**, Tawakkol Karman du **Yémen** et Malala Yousafzai du **Pakistan**.

Denis Mukwege est un médecin qui a passé la majeure partie de sa vie adulte à soigner des victimes de violences sexuelles dans le contexte de la guerre civile en RDC. Il est devenu un défenseur de la responsabilisation, condamnant l'impunité des viols collectifs et critiquant les gouvernements pour avoir autorisé ou toléré l'utilisation de la violence sexuelle contre les femmes comme stratégie et arme de guerre. Au fil des ans, le Dr Mukwege a été attaqué à plusieurs reprises pour son travail et a survécu à une **tentative d'assassinat** en 2012.

Nadia Murad, membre de la minorité Yazidi du nord de l'Irak, est une survivante des crimes de guerre. En 2014, lorsque l'État dit islamique (IS) a lancé une attaque visant à exterminer la population Yazidi, plusieurs centaines de personnes dans le village de Nadia ont été massacrées et des femmes et des enfants plus jeunes ont été enlevés et détenus comme esclaves sexuels. Nadia était l'une des quelque 3 000 filles et femmes Yazidi qui ont été victimes de viols et d'autres abus systématiques de la part des



En 2018 le gynécologue congolais Denis Mukwege et l'activiste des droits humains irakienne Nadia Murad, ont reçu le Prix Nobel de la Paix pour leurs efforts afin d'en finir avec l'usage de la violence sexuelle comme arme de guerre.

Crédit: Rune Hellestad/Corbis via Getty Images

forces de l'IS. Après s'être échappée, au lieu de s'incliner devant les tabous sociaux et de se taire par honte des abus qu'elle avait subis, elle s'est levée pour raconter son histoire au monde et défendre les autres femmes et filles. En 2016, à l'âge de 23 ans, elle a été nommée la première Ambassadrice de bonne volonté des Nations Unies pour la Dignité des Survivants de la Traite des Êtres Humains.

Nous avons demandé à **Susannah Sirkin**, de **Physicians for Human Rights**, de nous en dire plus sur les lauréats du prix Nobel de la Paix et sur la signification de leur reconnaissance :

Denis Mukwege, que je connais personnellement, est un chirurgien gynécologue de la RDC incroyablement compétent et expérimenté. Il est devenu, malheureusement en raison des guerres en RDC, un expert dans le traitement des victimes de violences sexuelles de masse dans le contexte des décennies de conflit brutal. Sa spécialité médicale est devenue le traitement des patientes souffrant d'une fistule traumatique – des femmes qui ont été agressées sexuellement si violemment que diverses fonctions de leurs organes internes ont été endommagées et détruites, causant douleur, incontinence et de nombreux autres problèmes. En soignant des centaines de personnes victimes de viols de masse dans l'est du Congo, il a commencé à dénoncer, en tant que médecin, les atrocités et la culture de l'impunité qui continuent d'être la norme dans son pays, à analyser et dénoncer l'utilisation du viol collectif comme arme de guerre et à faire entendre la voix des victimes dans le monde.

Le Dr Mukwege est éloquent, courageux, créatif et imaginatif. Il est tout aussi capable de s'adresser aux chefs d'État et au Conseil de sécurité de l'ONU qu'aux habitants de Panzi, la petite ville où se trouve son hôpital dans la province du Sud-Kivu à l'est de la RDC. Il a également encadré des dizaines de jeunes professionnels travaillant pour soutenir les victimes en RDC et au-delà. Il est un ardent défenseur d'un modèle holistique de traitement des victimes de violences sexuelles : il reconnaît que les soins médicaux ne concernent pas

seulement les besoins immédiats des victimes de violences sexuelles ou de viol – qui sont nombreux, y compris la prévention des maladies sexuellement transmissibles et le traitement des éventuelles grossesses et traumatismes mentaux – mais aussi l'accès à la justice, la réinsertion sociale et économique et, surtout, la restauration de la dignité et l'éradication de la honte qui a réduit tant de victimes au silence. La conversion du Dr Mukwege d'un médecin qui traite chaque patient individuellement en un médecin qui crée et défend la paix et la justice sur la scène mondiale est un modèle extrêmement important pour les médecins du monde entier, et en particulier pour ceux qui sont témoins de violations des droits humains.

Nadia Murad est une jeune femme qui a elle-même été victime, mais est devenue une victime puissante et fervente. Elle a survécu à ce qui était clairement un génocide – la destruction délibérée de la culture et de la communauté d'un peuple, de ses maisons, le meurtre d'hommes et de garçons, les enlèvements et disparitions en masse, l'esclavage sexuel des femmes et des filles. Dans ce cas, comme dans le cas de la plupart des victimes de violences sexuelles dans des contextes de conflit, le viol n'est que l'une des nombreuses atrocités horribles qui leur ont été infligées.

Ce qui est remarquable chez Nadia, c'est qu'elle est sortie de captivité, après avoir vécu des souffrances incroyables – coups, brûlures, viols – et est devenue une voix dominante qui décrit et dénonce le sort qu'elle a connu avec des milliers de femmes, et témoigne des violences génocidaires contre sa communauté entière. Elle a surmonté d'énormes traumatismes, a transformé son expérience brutale en témoignage et en plaidoyer, est devenue une voix pour son peuple et contre la violence contre les femmes, et pour exiger des comptes pour le génocide des Yazidi. Elle appelle également à considérer les victimes comme des personnes à part entière et à reconnaître leur dignité en tant qu'êtres humains et pas seulement comme victimes d'un crime ou d'un autre.

Le fait même qu'une personne comme Nadia, qui a vécu ces expériences, puisse s'exprimer, envoie un message puissant aux autres victimes. C'est valable non seulement pour les Yazidi, qui ont souffert indescriptiblement, mais aussi pour les femmes et les filles partout où elles ont été agressées.

Nadia et le Dr Mukwege, la victime et le médecin, témoignent tous deux de cette profonde compréhension de toute la personne qui exige notre réponse. Et tous deux demandent que l'on s'attaque à l'impunité mondiale persistante de ces crimes et que l'on veille à ce que les victimes aient non seulement une voix, mais qu'elles soient respectées et écoutées, qu'elles retrouvent leur dignité et que justice leur soit faite – notamment via une réparation.

Susannah croit que l'attribution du prix Nobel de la Paix peut faire une différence en termes de visibilité de la violence sexuelle en temps de guerre, mais il reste encore un long chemin à parcourir vers la responsabilité et la réparation, ce qui exige de nouveaux changements dans le système international des droits humains :

Il s'agit du prix mondial le plus visible et le plus prestigieux pour la paix et les droits de l'homme, et les yeux et les oreilles du monde entier sont tournés vers son annonce. Les lauréats ont eu l'occasion de s'adresser à la communauté internationale dans leurs discours du prix Nobel, prononcés depuis Oslo le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme. Étant donné que les médias saisissent ces moments et se concentrent sur ces individus, ils disposent d'une plate-forme extraordinaire pour s'adresser aux gouvernements, aux agences internationales qui travaillent dans les zones de conflit et à toute la société civile. C'était donc pour eux une excellente occasion de continuer à soulever la question et d'orienter les décideurs et d'autres personnes vers les mesures concrètes qui s'imposent, parce qu'ils sont des militants, qu'ils connaissent leur collectivité et qu'ils savent ce qui doit être fait.

“

NOUS DEVONS NOUS
PENCHER SUR LE
FAIT QUE LE SYSTÈME
EST DÉFAILLANT :
NOUS DONNONS DE
L'ESPOIR AUX GENS,
NOUS LEUR DISONS
QUE S'ILS SIGNALAIENT
ILS POURRAIENT
OBTENIR JUSTICE
– MAIS CE N'EST EN
FAIT PAS LE CAS.

”

Mais il y a encore beaucoup à faire à chaque étape. Dans presque tous les pays, le plus grand obstacle initial est le manque de confiance des victimes dans le système d'application de la loi et de la justice. Il faut donc d'abord qu'il y ait un accès sûr aux rapports. Il faut offrir des occasions de pouvoir rapporter à une personne qui est bien formée pour respecter les besoins physiques et émotionnels de la victime, comprendre le traumatisme auquel elle a été exposée et maîtriser tous les aspects techniques pour s'assurer que le cas est bien documenté, tant sur le plan clinique que judiciaire, et pour faciliter l'accès à la justice. Cela nécessite également un réseau de soutien pour garantir la sécurité et la confidentialité, ainsi qu'un contexte dans lequel la victime n'est pas jugée ou stigmatisée, ou son intégrité mise en doute. Le plus souvent, c'est la victime qui est interrogée et non l'agresseur.

Deuxièmement, le système de justice n'a pas réussi à régler les problèmes, notamment les retards, l'absence de procédures adéquates permettant aux victimes de raconter leur histoire en toute sécurité et en toute confidentialité, et une mauvaise compréhension de la façon dont un traumatisme affecte la mémoire ou même la façon dont une personne se présente devant un tribunal. Une grande partie de notre formation vise à aborder ces questions. Troisièmement, il y a l'offre limitée de soutien économique et psychosocial dont les victimes ont besoin. Enfin et surtout, au plus haut niveau international, il y a l'incapacité à poursuivre les pires auteurs, ce qui rend beaucoup plus difficile pour les victimes le traitement des crimes quotidiens de viol et d'agression sexuelle.

La communauté internationale doit faire preuve d'une plus grande intention dans le renvoi d'affaires aux mécanismes de justice internationale et ne pas se contenter de les abandonner si, par exemple, le Conseil de sécurité des Nations Unies ne renvoie pas une affaire devant la CPI. Nous avons maintenant des mécanismes d'enquête – pour l'Irak, pour le Myanmar, pour la Syrie – mais ils n'ont pas d'autorité judiciaire. Nous devons nous pencher sur le fait que le système est défaillant : nous donnons de l'espoir aux gens, nous leur disons que s'ils signalent ils pourraient obtenir justice – mais ce n'est en fait pas le cas.